

Rapport d'activité

2013

Sommaire

Contexte et Cadre d'intervention.....	3
Professionalisation.....	4
Développement de réseaux.....	28
Capitalisation & Diffusion.....	34
Conseil & Accompagnement.....	55
Études & Recherches.....	68
Observations des territoires.....	71
Ressources Humaines.....	78

CONTEXTE

Le Centre de ressources pour les acteurs de la cohésion sociale de Midi-Pyrénées « Ressources & Territoires » inscrit son action dans le cadre national défini par le Secrétariat Général du Comité Interministériel à la Ville (SG-CIV). Ses missions principales sont la qualification et l'accompagnement des acteurs dans la mise en œuvre des politiques publiques.

Dans l'exercice de ses missions et l'offre de ses activités, le centre de ressources intervient dans **une position de tiers** en respectant les orientations de l'État en région comme les orientations propres des collectivités territoriales et des autres institutions. Dans le contexte de politiques publiques souvent contractualisées entre l'Etat et les collectivités territoriales, le centre de ressources a pour ambition d'exercer une **mission d'intérêt général** en accompagnant les acteurs de la cohésion sociale.

Son Conseil d'Administration détermine des orientations et priorités stratégiques. Ressources & Territoires développe une coopération effective :

- entre les membres constitutifs du Groupement : l'État, les Collectivités Territoriales, la Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale (DRJSCS), la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE), le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT), l'Université Toulouse Le Mirail (UTM), l'Institut des Etudes Politiques (IEP) et l'ensemble des associations adhérentes.
- avec divers centres exerçant une fonction ressources en région.

La structure s'inscrit aussi dans les réseaux professionnels et les rencontres nationales initiés SG CIV, l'Agence Nationale de Lutte Contre l'Illettrisme (ANLCI).

CADRE D'INTERVENTION

Ressources & Territoires intervient dans une logique de projet de cohésion sociale territoriale.

Les interventions portent plus particulièrement sur les thématiques suivantes : accès aux savoirs de base, habitat, réussite éducative, santé, emploi, prévention et sécurité, lutte contre les discriminations et égalité femmes / hommes.

Ressources & Territoires intervient prioritairement - mais pas exclusivement - sur les territoires en Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS) en créant des espaces de rencontres réguliers entre les acteurs, en favorisant l'échange d'expériences, mais aussi en proposant un programme de formation annuel en relation avec les besoins exprimés. Cette offre se traduit notamment par la constitution et l'animation de véritables réseaux de professionnels par thématiques.

Missions de Ressources & Territoires :

- Professionnalisation & mise en réseau
- Capitalisation & diffusion
- Conseil & accompagnement
- Etudes & recherche
- Observation des territoires

Professionalisation

Les cycles de formation

Les conférences - ateliers

Les formations « inter »

Les formations « intra »

La démarche de professionnalisation pour les Adultes

Relais en Midi-Pyrénées

Bilan qualitatif

Introduction

Les formations de Ressources & Territoires réunissent les acteurs de Midi-Pyrénées autour des thématiques de la cohésion sociale. Elles répondent aux problématiques de terrain que rencontrent ces acteurs, dans un contexte économique et politique tendu, où il leur est demandé une efficacité maximale.

Intervenant sur des domaines larges et complexes, ils viennent chercher à travers le programme de formation, des réponses, des solutions, répondant aux difficultés professionnelles qu'ils rencontrent. Ces temps de formations leur permettent de se doter de nouveaux outils, mais aussi de se rencontrer. Ils se rendent compte qu'ils ont des difficultés communes, le même sentiment d'isolement, et qu'ensemble ils peuvent trouver des solutions adéquates aux difficultés collectives.

Le programme de formation a pour objectif général de permettre aux professionnels d'avoir une meilleure connaissance des publics qu'ils accompagnent, d'échanger sur leurs pratiques professionnelles et d'enrichir leurs interventions par la réflexion théorique.

Les deux cycles de formation « permanents » ont été reprogrammés. Nous les proposons déjà depuis quelques années, suscitant chaque année un intérêt certain auprès des acteurs.

- Le cycle « DCF » est réalisé chaque année ; il y a eu deux sessions en 2013.
- Le cycle « Connaissance des publics et prévention des processus d'exclusion » avait déjà fait l'objet en 2012 d'une réingénierie ; en 2013, et pour répondre aux demandes des acteurs, un jour a été rajouté sur le module 3.

Thématiques des cycles

« DCF » (Développer ses compétences de formateur)	Accès aux savoirs de base
« Connaissance des publics et prévention des processus d'exclusion »	Discrimination – Égalité Femme-Homme

Comparatif 2011 / 2012 / 2013

2011	2 cycles	13 jours	28 personnes	1183 h « stagiaires »
2012	3 cycles	23 jours	34 personnes	1799 h « stagiaires »
2013	2 cycles	28 jours	66 personnes	2373 h « stagiaires »

En 2013, le nombre d'heures stagiaires sur les cycles de formation a augmenté de 24%.
(+ 34% en 2012)

Les cycles de formation

Cycle 1 : DCF « Développer ses compétences de formateur »

Contexte

Ce cycle de formation est destiné aux formateur-trice-s (salarié-e-s, débutant-e-s et/ou bénévoles) intervenant auprès de publics en difficulté sur les savoirs de base afin de leur permettre de se doter de repères fondamentaux, didactiques et opérationnels pour aborder l'apprentissage des savoirs de base et de développer un questionnement sur leur pratique. Ce cycle est proposé chaque année pour répondre aux demandes régulières des structures.

Objectifs

Acquérir les savoirs théoriques et pratiques qui leur sont nécessaires pour construire et animer des séances auprès de publics maîtrisant peu ou pas les savoirs de base. Sur la période sont abordées les disciplines principales ainsi que la posture professionnelle à tenir face à ce type de public.

Réalisation

- 2 cycles programmés (1 sur chaque semestre)
- 20 jours de formation réalisés - journées de 7 heures – soit 140 heures de formation
- 25 personnes ont suivi le cycle (15 personnes à la 1^{ère} session ; 10 personnes à la 2^{ème})
- 1627 heures stagiaires

Les intervenant-e-s

Trois intervenant-e-s extérieures :

Véronique CHAUVET : Formatrice de Formateurs, didacticienne en langue française ; est intervenue sur la communication orale pour la 1^{ère} session,

Marie-Claire DURUSSEL : Formatrice de Formateurs, didacticienne en langue française ; est intervenue sur la communication orale pour la 2^{ème} session

Pierre GILOT : Formateur de Formateurs, professeur de mathématiques, spécialisé sur l'apprentissage de la discipline auprès de publics en difficulté ; est intervenu sur la numération et les différentes opérations.

Catherine OULANIER : Psychomotricienne, est intervenue sur la posture du formateur et l'acte d'apprendre.

Trois intervenantes internes à R&T :

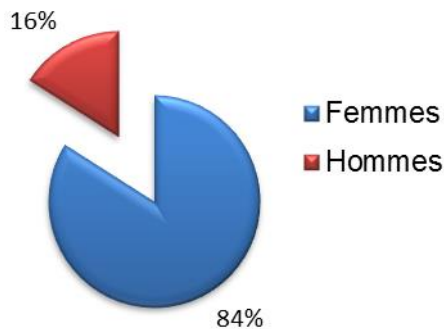
Nicole ROUJA : Chargée de Mission Territoriale

Jenny COLLIN : Chargée d'Information et de Documentation

Nathalie CHEVIGNY : Chargée de Formation (sur la 1^{ère} session)

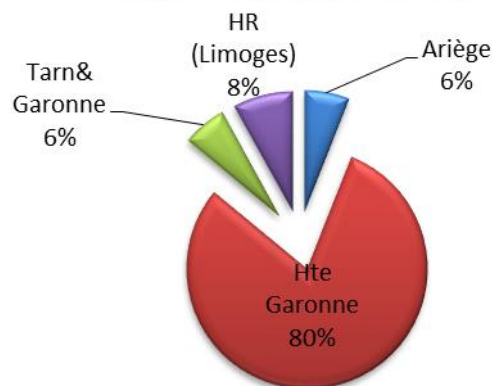
Typologie des participants

Répartition genrée



Les femmes sont toujours plus présentes en formation. Cet indice est général sur l'ensemble des actions.

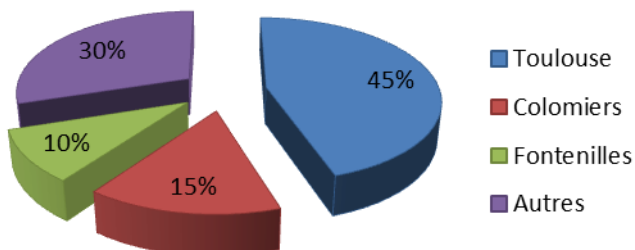
Répartition géographique



Répartition exceptionnellement Haute-Garonnaise en 2013

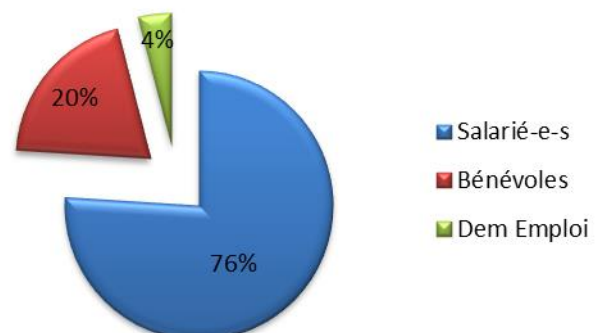
Départements non représentés :
Aveyron ; Gers ; Lot ; Hautes Pyrénées ;
Tarn

Répartition en Haute-Garonne



Autres communes :
Muret – Aurignac – Fonsegrives –
L'Union – Brax – Saint-Gaudens

Répartition par statut



L'ensemble des participants exerce sur le champ des savoirs de base, apprentissage de la langue, auprès de personnes en difficultés sur ces savoirs ou en situation d'illettrisme.

Par rapport à 2012, aucun indépendant et très peu de demandeurs d'emploi.

Les salarié-e-s travaillent dans des organismes de formation (32 %), dans des associations (16%), dans des collectivités territoriales (26 %) dont 2/3 sont formateurs vacataires au CNFPT. A noter la présence régulière tout au long de l'année et sur différentes formations, des formateurs des ESAT et des CFA.

Contexte

Dans un paysage social, économique, spirituel et religieux en pleine mutation, l'actualité ne cesse d'interpeller les acteurs sur des questions « sensibles » de société : laïcité, religion, égalité homme/femme, exclusion, discrimination, ...

Moments de réflexion d'autant plus nécessaires que la société française est traversée par de nombreux débats autour de la question de l'identité nationale et des discriminations.

Objectifs

Ces journées de formation se sont déclinées en 3 parties et ont eu pour objectif d'approfondir les connaissances sur ces thématiques, d'appréhender ces différents concepts et de travailler sur ses propres valeurs et représentations.

Chacune des parties pouvaient être suivies indépendamment les unes des autres.

Réalisation

« Interculturalité 1 - Diversité culturelle et accompagnement des publics » (1ère partie)

Nous sommes tous « porteurs de cultures ». Comment se décline le « vivre-ensemble » selon les cultures ? Quelles valeurs et comportements prescrivent-elles ? Points névralgiques, source de crispations et d'incompréhension mutuelles, rapport homme/femme, statut de l'individu et du groupe...

2 journées de formation pour aborder ces questions en les dépassonnant afin d'éviter les pièges de l'enfermement identitaire ou de la culpabilisation.

« Interculturalité 2 - Estime de soi et diversité : une autre approche de l'interculturalité » (2ème partie)

Les personnes accompagnées par les professionnels de l'insertion et de la cohésion sociale, enfermées dans des identités par stigmates, souffrent d'un déficit d'estime de soi. L'image dévalorisante que leur renvoient certains discours, les amène parfois à un repli, stérile et dangereux, sur des appartenances ethno-religieuses.

De nombreux efforts sont faits pour sensibiliser à la connaissance et aux pratiques interculturelles, cependant cette ouverture à l'altérité ne peut faire l'économie de l'estime de soi et de la confiance en soi et en les autres.

3 journées de formation pour clarifier ses propres représentations et positionnements, changer de regard sur les publics accompagnés et les aider à vivre leurs identités et appartenances multiples sur le mode de l'inclusion et non de l' (auto)exclusion. « Utiliser » l'estime de soi comme outil pour sortir de la violence et de l'impuissance.

« Laïcité, religions et identités : entre représentations et réalités » (3ème partie)

La laïcité ne cesse d'être interpellée, rejetée, revendiquée, sans que l'on sache parfois ce qu'elle recouvre exactement...

3 journées de formation pour clarifier des termes et contenus (laïcité, religion, communautarisme, discrimination...) et aider les professionnels - parfois démunis dans certaines situations - dans leur positionnement et leur mission d'accompagnement.

L'intervenante :

Baya BOUALEM, Docteure en sciences de l'éducation, chercheuse en anthropologie interculturelle – Ethnolinguiste. Elle se consacre depuis de nombreuses années, à la communication interculturelle et à la connaissance de l'Islam et du monde arabo-musulman, afin d'établir des passerelles vivifiantes et nécessaires entre l'Occident et l'Orient.

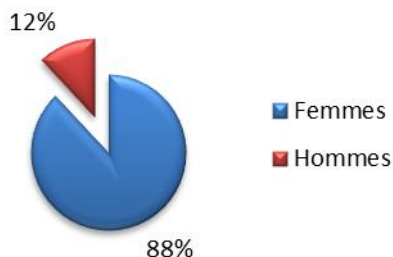
- ▶ 8 jours de formation réalisés
- ▶ 41 personnes ont suivi le cycle
- ▶ 476 heures stagiaires

Il y a eu **93 demandes d'inscription pour ce cycle**. 63 personnes ont été validées, mais 15 ont été annulés et 7 ont été absentes.

Il est resté 30 personnes en liste d'attente. Afin de satisfaire ces demandes, la 3^{ème} partie (Laïcité) a été reprogrammée en fin d'année.

Typologie des participants

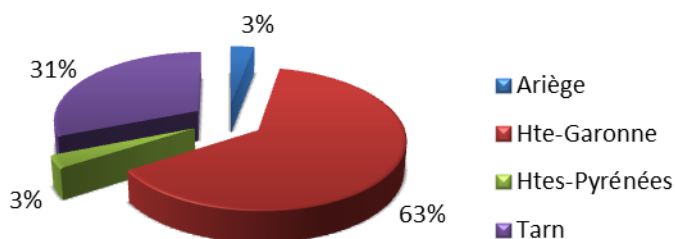
Répartition genrée

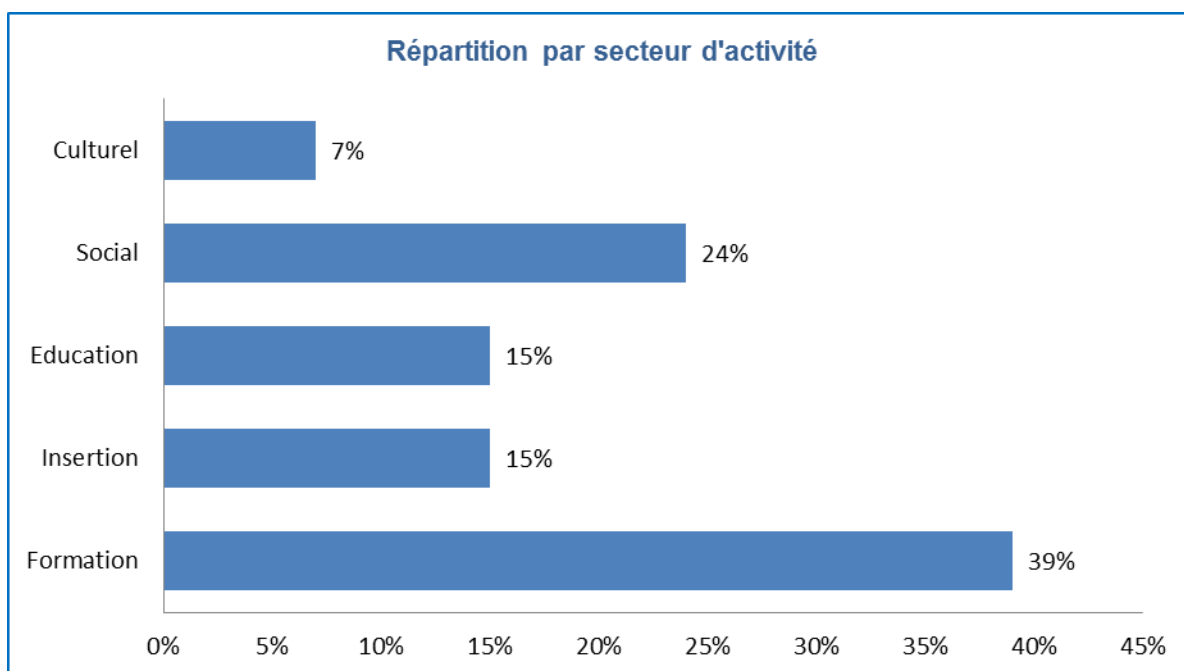
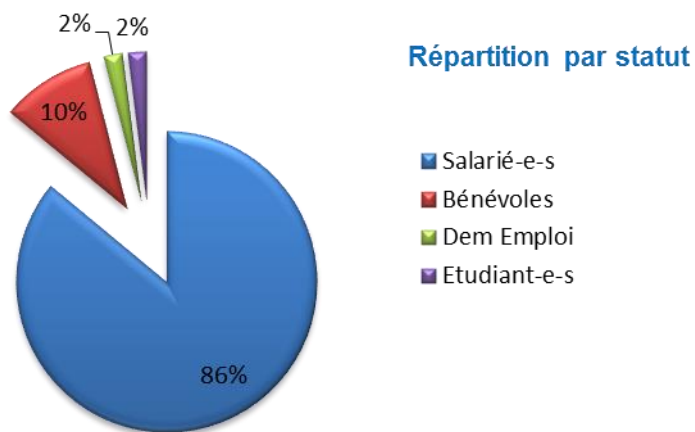


La répartition genrée est exactement la même qu'en 2012.

Tout comme le cycle DCF, forte présence de la Haute-Garonne (dont 54 % de Toulouse et le reste des communes limitrophes (*Castanet, Cugnaux, l'Union, Plaisance, St Ily, St Jean, Tournefeuille et Villemur*))

Répartition géographique





Postes occupés :

- Formateur, coordinateur pédagogique, coordinateur de dispositifs, animateur
- CESF, médiateur, psychologue, conseiller en insertion, directeur de structure
- Bibliothécaire, agent d'accueil
- Educateur, coordinateur PRE, coordinateur CLSPD, chargé de mission, chef de projet CUCS

Synthèse des cycles de formation

Dates	Intitulé de la formation	Nbre de jours	Nbre de participants			Heures formation	Heures stagiaires	Absents	Annulation	En attente	Tx d'occupation (1)	Tx participation (2)
			Hommes	Femmes	Total							
24,25 janv 21,22 fév 21,22 mars 18,19 avril 16,17 mai	Développer ses compétences de formateur	10	2	13	15	70	960	0	0	0	94%	100%
11, 12 avril	Interculturalité 1 : Diversité culturelle et accompagnement des publics	2	1	15	16	14	224	1	6	2	100%	94%
22, 23, 24 mai	Laïcité, religions et identités : entre représentations et réalités	3	3	13	16	21	336	2	3	28	100%	89%
25,26,27 sept 23,24,25 oct 21,22 nov 12,13 déc	Développer ses compétences de formateur	10	2	8	10	70	667	1	3	0	63%	91%
16, 17, 18 oct	Interculturalité 2 : Estime de soi et diversité, une autre approche de l'interculturalité	3	1	8	9	21	186	4	6	0	56%	69%
TOTAL		28	9	57	66	196	2373	8	18	30	83%	89%

(1) Taux d'occupation : nombre de présents par rapport au nombre de places maximum (16)

(2) Taux de participation : nombre de présent par rapport au nombre de personnes validées

Les Conférences - Ateliers

Les conférences sont réalisées en fonction de l'actualité régionale ou nationale.

Chaque conférence fait l'objet d'une production d'actes, écrits par les conférenciers ou co-écrits avec R&T. Les éditions 2013 (et 2012) des « Conf'At' » sont disponibles en consultation à l'espace documentaire et téléchargeables sur le site Internet de R&T.

C'est une volonté de R&T de rendre visibles tous les contenus de ces conférences aux participants, mais aussi d'apporter une réponse aux acteurs qui souhaitent prendre connaissance et/ou approfondir les sujets abordés.

Les ateliers-débats qui suivent les conférences permettent aux participants (nombre restreint à une trentaine de personnes) de questionner le conférencier sur la thématique et surtout de faire le lien avec les problématiques de leur territoire.

Les intervenants sont tous des experts reconnus dans leur champ de compétences.

En 2013, 4 conférences ont été réalisées.

Comparatifs 2011 / 2012 / 2013

2011	4 conférences	145 personnes	52 personnes en atelier	591 h « stagiaires »
2012	5 conférences	323 personnes	128 personnes en atelier	1585 h « stagiaires »
2013	6 conférences (dont 2 « intra »)	496 personnes	92 personnes en atelier	1640 h « stagiaires »

Moyenne des participants par conférences

- 2011 : 36
- 2012 : 65
- 2013 : 75

1^{ère} et 2^{ème} conférence – en « intra »

« Le jeu du Tchat et de la souris ou les dangers d'Internet » pour les collégiens

« L'utilisation d'Internet par les jeunes d'aujourd'hui » pour les parents et professionnels de l'éducation

- **200 collégiens** et une vingtaine d'encadrants (professeurs, CPE, responsable de CDI)
- **48 parents** et professionnels de l'éducation et de l'animation jeunesse (Enseignants, éducateurs, animateurs)

A la demande de la responsable du secteur jeunesse de la MJC du Saint-Gaudinois, nous avons organisé deux conférences s'intégrant dans le programme de la manifestation annuelle « Virtuacité » de la ville de Saint-Gaudens.

Saint-Gaudens. 200 élèves à la conférence aux Haras
Dans le cadre de « Virtuacité », la semaine de la vidéo et des arts multimédia de Saint-Gaudens



La semaine de la vidéo et du multimédia déroule ses activités quotidiennes. Hier, en début d'après-midi, dans une salle des Haras archicomble, deux cents élèves ont participé à la conférence donnée par Annabelle Saint-Paul (aspweb.fr), expert de Ressources & Territoires (www.ressources-territoires.com). Sur le thème « Internet : le jeu du Tchat et de la souris » ; la conférencière a su garder l'attention du public jusqu'au bout.

L'occasion pour les élèves de découvrir cet étrange objet qu'utilisaient leurs parents, le Minitel. (DDM Jal)

Article paru dans La Dépêche Du Midi et publié le 13/02/2013

L'intervenante

Annabelle Saint Paul est « Community Manager » et formatrice agréée sur la communication Web et les médias sociaux.

3^{ème} conférence

« Apprentissage et « TIC » en formation d'adultes. Environnement informatiques et apprentissage du FLI »

Comment les TIC peuvent-elles favoriser l'apprentissage ? De quelles manières les TIC peuvent-elles influencer de manières favorables la motivation des apprenants et la motivation des formateurs ?

L'intervenant

André TRICOT est professeur d'université en psychologie à l'École supérieure du professorat et de l'éducation Midi-Pyrénées.

Dans le domaine de l'ingénierie pédagogique, il a proposé un modèle rationnel pour l'enseignement fondé sur une distinction entre six formats de connaissances : concepts, représentations, traces littérales, méthodes, savoir-faire, automatismes. Ce modèle est conçu pour aider les enseignants à déterminer le type de connaissances qu'ils cherchent à développer chez les élèves et donc à mieux déterminer les objectifs d'enseignement. Il propose également, à partir d'une revue de la littérature empirique, d'identifier la nature des activités pédagogiques à privilégier pour faire acquérir le type de connaissances visées.

Il a également développé une réflexion sur l'intégration des TICE à l'école et leur utilisation pédagogique. Il met en exergue la diversité des outils numériques pouvant être utilisés et, à partir d'études empiriques, montre qu'ils sont inégalement performants d'un point de vue pédagogique. Il souligne également la nécessité de la mise en œuvre d'une éducation aux médias et à l'information.

Après avoir été responsable du Master « Métiers de l'enseignement et de la formation : documentation » à l'IUFM Midi-Pyrénées, il dirige actuellement la structure fédérative de recherche de l'École supérieure du professorat et de l'éducation de l'académie de Toulouse.

▶ 23 participants
Programmée le lendemain du lundi de Pentecôte, il semblerait que les acteurs n'aient pu se rendre disponibles à cette conférence.

4^{ème} conférence

« Le Français Langue d'Intégration. Deux après...où en est-on ? »

Point d'étape après deux ans de mise en œuvre du « FLI », au niveau national et au niveau régional.

Cette journée, préparée et annoncée de longue date, était très attendue par l'ensemble des acteurs de Midi-Pyrénées mais également des régions limitrophes (Aquitaine, Languedoc-Roussillon, PACA).

La DAIC et la DRJSCS n'ont pu intervenir ; de ce fait, nombre de personnes ont annulé leur participation. Averti très tardivement, Ressources & Territoires s'est vu contraint de modifier le programme et de pallier aux absences des intervenant-e-s prévu-e-s.

Les participants, déçus de ces absences, ont été invités à poser leurs questions ; Ressources & Territoires s'est engagé à les communiquer aux deux directions.

- ▶ 58 personnes en plénière
- ▶ 46 personnes pour l'atelier (13 absents sur la journée)

Les intervenantes

Lydie ROUGÉ, Directrice de l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (OFII)

Anne VICHER, Professeure associée à l'Université de Paris Ouest Nanterre la Défense (Paris 10) et Responsable du Master FLE / Parcours FLI, coordinatrice et co-auteure du référentiel FLI. Elle est également directrice d'ÉCRIMED'.

ÉCRIMED' est un cabinet d'ingénierie de formation spécialisé dans l'apprentissage du français langue étrangère ou seconde (FLE/FLS), l'alphabétisation, la lutte contre l'illettrisme, l'insertion professionnelle des personnes faiblement qualifiées ou scolarisées et le développement des compétences clés en entreprise.

Nicole ROUJA, Chargée de Mission Territoriale, Ressources & Territoires

5^{ème} conférence

« L'emploi et l'insertion professionnelle des migrants »

Analyse des problèmes d'insertion et les facteurs qui les expliquent ; les métiers et les secteurs dans lesquels se concentrent les immigrés.

- ▶ 58 personnes pour la plénière
Il n'y a pas eu d'atelier pour cette conférence

Les intervenants

Yves BREEM, Chargé d'Études Statistiques spécialisé dans les migrations depuis 10 ans. Ancien chargé de recherche à l'INED, puis à l'OFPPRA, il a rejoint le Service Statistique Ministériel de l'immigration du Ministère de l'Intérieur en avril 2008. Représentant de la France au Groupe d'Expert sur les Migrations de l'OCDE, il est spécialisé sur les questions d'insertion professionnelle des immigrés et de leurs descendants.

Alexandre GEORGE, ancien Chargé de Mission auprès du Ministère des Affaires Etrangères et de la Cour Nationale du Droit d'Asile, il y a exercé différentes fonctions relatives au séjour des étrangers en France avant de cofonder Migration Conseil. Spécialiste de l'entrepreneuriat des étrangers en France, il est mandaté par des entreprises françaises et étrangères, des investisseurs et porteurs de projet étrangers, et collabore à plusieurs réseaux et groupes de travail, français et européens.

6^{ème} conférence

« Décrochage scolaire : comprendre pour agir »

Comprendre cette problématique en identifiant le faisceau de causes et aller au-delà du seul diagnostic pour construire des réponses individualisées et prenant en compte la complexité des systèmes en question. Une approche globale où chacun des acteurs a des leviers d'action pour éviter les risques « d'étiquetage ».

- ▶ 109 personnes pour la plénière
- ▶ 38 personnes en atelier

L'intervenant

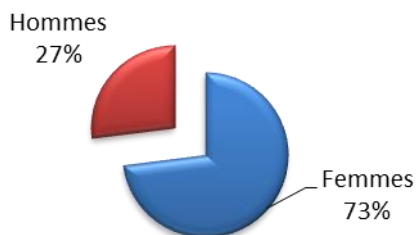
André CHAUVET, Consultant et Directeur de « André Chauvet Conseil », est expert des questions d'orientation et d'accompagnement des parcours professionnels. Il intervient dans la professionnalisation des conseillers en mobilité et en insertion professionnelle et réalise au niveau national des études sur les problématiques de formation et d'orientation. Il travaille sur les questions d'abandon et d'engagement en formation

Synthèse des conférences

Dates	Intitulé de la formation	Nbre de jours	Nbre de participants			Heures formation	Heures stagiaires	Absents	Annulation
			Hommes	Femmes	Total				
12-févr.	Le jeu du Tchat et de la souris, ou les dangers Internet	0,5	66	134	200	2	400	0	0
13-févr.	L'utilisation d'Internet par les jeunes d'aujourd'hui	0,5	13	35	48	2	96	0	0
21-mai	Apprentissage et TIC en formation d'adultes	1	5	18	23	6,5	104,5	8	0
9-oct.	Le FLI : 2 ans après, où en est-on ?	1	8	50	58	6,5	341	13	2
20-nov.	L'emploi et l'insertion professionnelle des migrants	0,5	15	43	58	3,5	203	18	3
17-déc.	Décrochage scolaire : comprendre pour agir	1	29	80	109	6,5	495,5	43	13
TOTAL		4,5	136	360	496	27	1640	82	18

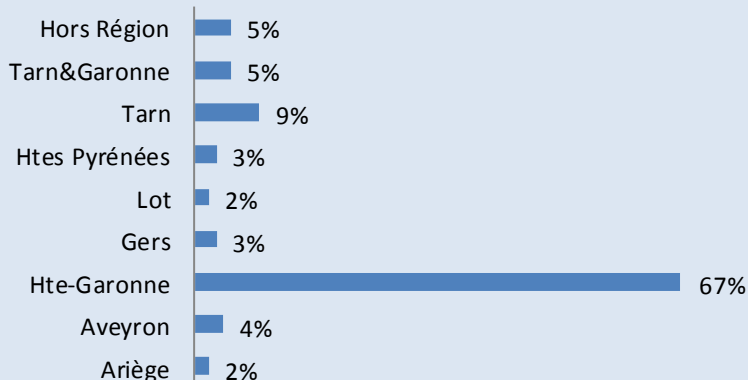
Synopsis des publics en Conf'At' (ne sont pas pris en compte les 2 conférences intra)

Répartition genrée

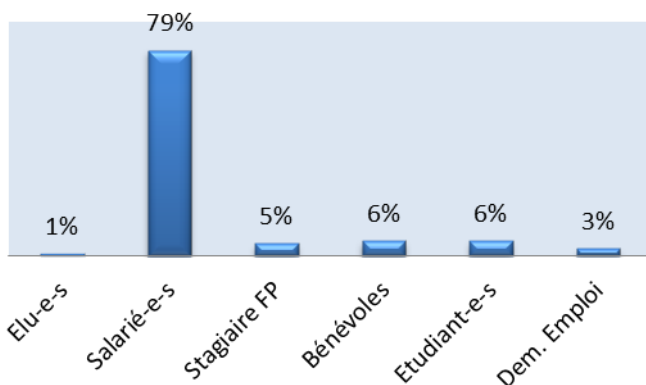


Même si les participants viennent majoritairement de la Haute-Garonne, ils sont aussi ceux qui sont le plus absents après inscription et validation (70%). Le Tarn suit avec 20% d'absentéisme.

Répartition géographique



Répartition par statut



Structures d'Etat et institutions

DIRECCTE – SGAR – OFII – Education Nationale – Enseignement Supérieur (Universités) - DRJSCS – DDCSPP – PJJ – Pôle Emploi – Missions Locales - GIP

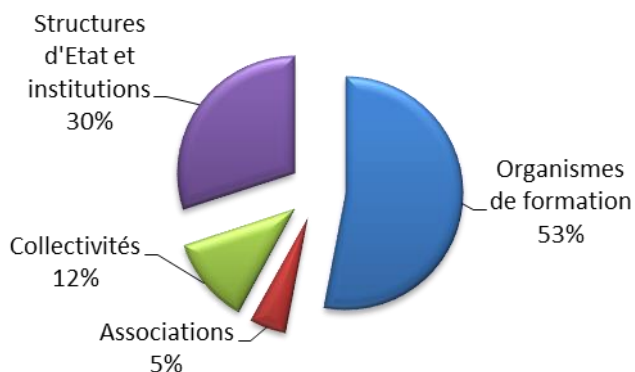
Collectivités

Conseils Généraux – Communautés d'Agglomérations – Communautés de Communes – Mairies – CCAS – CAF – Maisons de l'Emploi

33 Organismes de formation de Midi-Pyrénées

Dont AFPA – GRETA – CFA – Institut Saint Simon – ERASME – AMS Grand Sud – ADRAR – CREPT Formation – ARALIA – INSTEP – AFORMAC – La Ligue de l'Enseignement – Alliances & Cultures...

Répartition par type de structure



Les formations « inter » - Programme de formation ouvert à tout acteur

Le programme de formation offre de nombreuses actions de formation contribuant à la professionnalisation des acteurs et concerne deux types de publics :

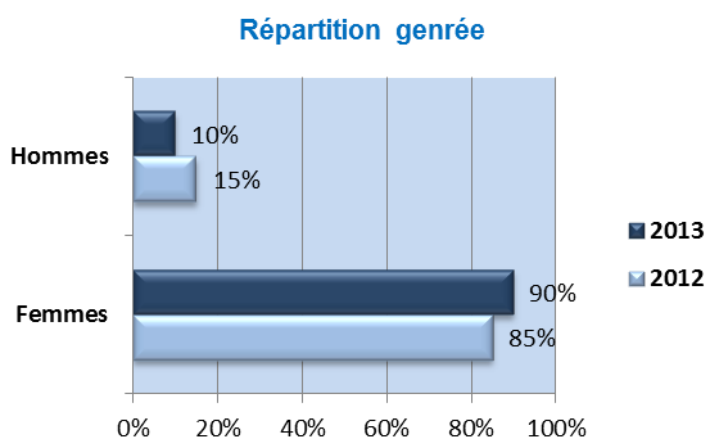
- Les acteurs directs : professionnels de l'insertion, de la formation, du social, de l'éducatif, de l'associatif (travailleurs sociaux, formateurs, responsables...)
- Les acteurs indirects : personnes relais, acteurs institutionnels, acteurs de la prévention, de l'éducation...

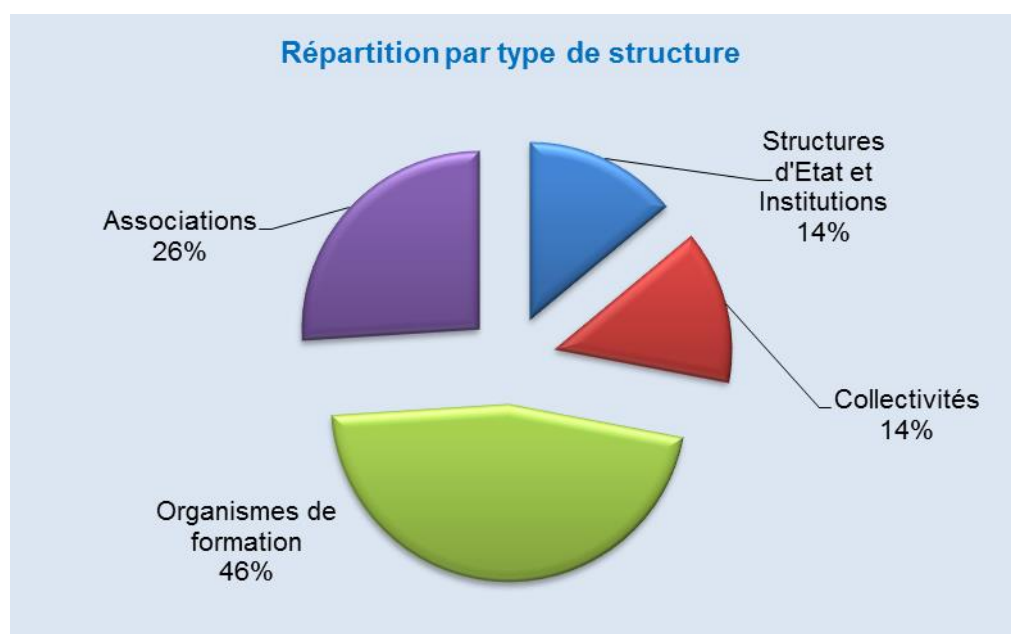
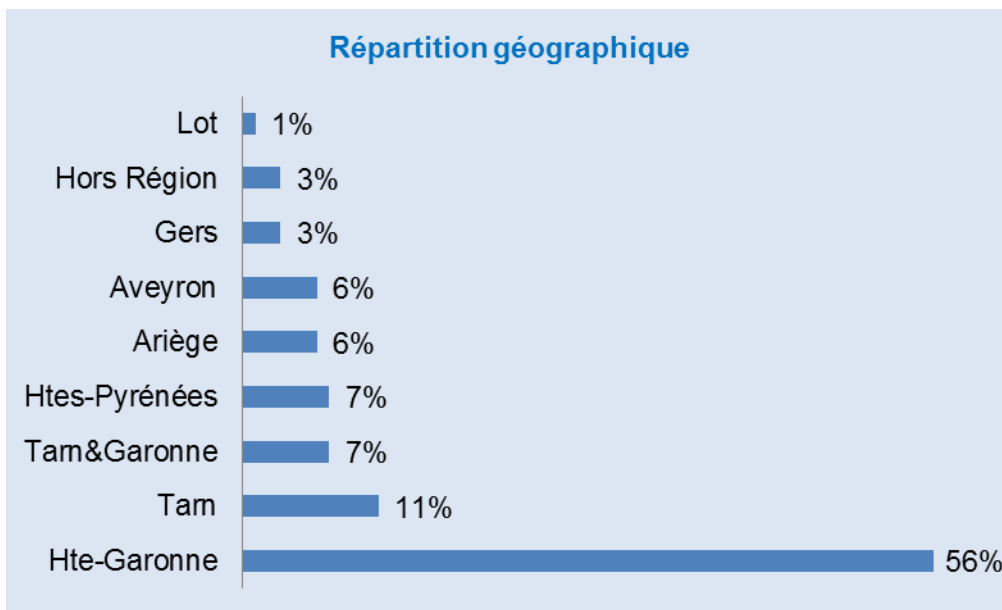
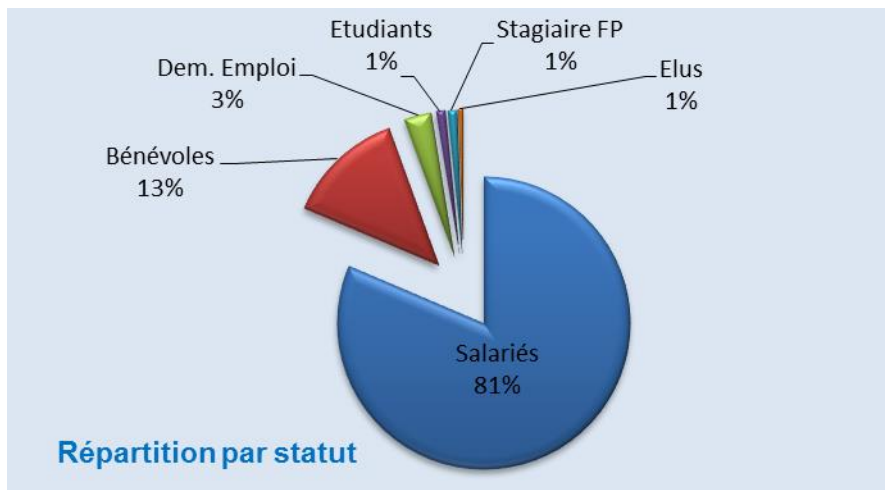
L

Comparatifs 2011 / 2012 / 2013

	Nombre d'actions	Nombre de journées	Nombre de personnes formées	Nombre d'heures stagiaires
2011	25	33	184	1908
2012	25	44	355	3996
2013	31	60	328	4198

Typologie des participants





Synthèse des formation "INTER"

Dates	Intitulé de la formation	Nbre de jours	Nbre de participants			Heures formation	Heures stagiaires	Absents	Annulation	En attente	Tx d'occupation (1)	Tx participation (2)	
			Hommes	Femmes	Total								
1	14-15-janv. 18-19-févr.	Enseignement / apprentissage du FLI	4	1	6	7	28	196	4	0	0	44%	64%
2	29-janv.	Face à l'illettrisme... Décodage et repérage	1	2	9	11	7	73,5	3	1	0	69%	79%
3	1-févr.	Secret, discrétion et partage d'informations	1	4	17	21	7	147	0	4	0	131%	100%
4	7-8-févr. 5-juin	L'oral en formation	3	2	12	14	21	252	2	5	0	88%	88%
5	11-12-mars 8-9-avril	Enseignement / Apprentissage du FLI	4	2	8	10	28	245	0	2	0	63%	100%
6	19-mars	Comment construire un projet : le diagnostic territorial - Etape 1	1	1	14	15	7	101,5	0	2	0	94%	100%
7	28-mars	Echanges de pratiques autour du FLI	1	1	10	11	7	73,5	0	1	0	69%	100%
8	4-5-avr	Du niveau A1.1 au niveau A2 du CECR	2	2	14	16	14	224	1	3	8	100%	94%
9	14-mai	Comment construire un projet : l'arbre d'objectifs (étape 2)	1	1	12	13	7	91	3	2	2	81%	81%
10	14-mai	Découverte des ressources : de la théorie aux pratiques	1	0	8	8	7	52,5	0	0	0	50%	100%
11	4-juin	Découverte des ressources	1	0	10	10	7	66,5	2	0	0	63%	83%
12	6-7-juin	L'évaluation en formation linguistique	2	1	11	12	14	160	2	3	0	75%	86%
13	10-11-juin 7-8-oct	Faire faire des mathématiques à un public primo-arrivants	4	1	9	10	28	266	2	0	0	63%	83%
14	17-juin	Echanges de pratiques autour du FLI	1	0	11	11	7	77	0	1	0	69%	100%
15	18-juin	Animation de réseaux	1	1	6	7	7	49	2	0	0	44%	78%
16	20-juin	Veille professionnelle Internet : démarche, méthodologie et outils	1	4	9	13	7	91	4	3	0	81%	76%
17	27-juin	Un réseau pour quoi faire ?	1	1	5	6	7	38,5	7	1	0	38%	46%
18	16-17-sept. 21-22-oct.	Enseignement - Apprentissage du FLI	4	0	9	9	28	252	0	3	0	56%	100%
19	19-20-sept.	La correction phonétique	2	1	8	9	14	119	2	4	0	56%	82%
20	23-24-sept. 2-3-déc.	Jouer le conflit ou comment gérer les conflits en situations professionnelles	4	2	8	10	28	272	5	2	0	63%	67%
21	30-sept.	Echanges de pratiques autour du FLI	1	0	9	9	7	60	1	0	0	56%	90%
22	1-oct.	Comment construire un projet : évaluation du projet (étape 3)	1	1	9	10	7	70	2	4	0	63%	83%
23	3-4-oct. 18-nov.	Apprendre à apprendre Compétence clé	3	0	17	17	21	339	2	2	0	106%	89%
24	10-11-oct.	L'évaluation en formation linguistique	2	1	6	7	14	77	0	2	0	44%	100%
25	14-15-oct. 25-nov.	Discriminations visibles et invisibles... Des mots, des actes, des lois, des réponses : pour agir	3	2	7	9	21	147	1	3	0	56%	90%
26	12-13-14 nov.	Famille, parentalité, éducation : comprendre la construction familiale, sociale et culturelle pour mieux accompagner les migrants	3	2	6	8	21	165	0	2	0	50%	80%
27	26-nov.	Echanges de pratiques autour du FLI	1	0	7	7	7	45	0	0	0	44%	100%
28	27-28-29 nov.	Laïcité, religions et identités	3	1	12	13	21	273	3	8	0	81%	81%
29	5-déc.	Les comportements sexistes dans les espaces sociaux : comprendre et prévenir	1	0	4	4	7	28	4	5	0	25%	50%
30	6-déc.	«Apprendre à apprendre» Mettre en oeuvre des séquences pédagogique	1	0	13	13	7	91	3	8	0	81%	81%
31	10-déc.	Découverte des ressources	1	0	8	8	7	56	3	3	0	50%	73%
TOTAL			60	34	294	328	420	4198	58	72	10	65%	85%

(1) Taux d'occupation : nombre de présents par rapport au nombre de places maximum (16)

(2) Taux de participation : nombre de présent par rapport au nombre de personnes validées

Les formations « intra » - Formations spécifiques hors programme

A la demande des acteurs, Ressources & Territoires conçoit et met en œuvre des formations spécifiques répondant aux problématiques et besoins d'un territoire. Ces formations sont pour la plupart animées par les chargées de mission de Ressources & Territoires ou par un intervenant extérieur pour une thématique particulière. Toutes les actions sont réalisées in situ.

Comparatifs 2011 / 2012 / 2013

	Nombre d'actions	Nombre de journées	Nombre d'heures de formation	Nombre de personnes formées	Nombre d'heures stagiaires
2011	5	12	<i>Pas de données</i>		
2012	14	22	146	216	2215
2013	15	12.5	87.50	314	1879.5

DAFPIC : intervention auprès des formateurs intervenant dans les dispositifs d'initiation aux métiers en alternance (DIMA) pour leur apporter des repères pour agir et mettre en place des projets de développement des compétences de base des jeunes dans les DIMA.

AFEV : intervention auprès d'étudiants sur le thème « politique de la ville » pour une approche générale et un apport méthodologique sur le diagnostic territorial.

ERASME : intervention auprès d'étudiants autour de la notion de réseau pour acquérir les éléments fondamentaux des notions de réseaux et de partenariats, distinguer leurs finalités et identifier son/ses réseaux.

ASMOUNE (organisme de formation en Languedoc-Roussillon) : intervention auprès de formateurs en savoirs de base du département : Formations des formateurs à l'utilisation pédagogique de l'outil pédagogique « Chemins (ap)prendre » visant à faciliter l'apprentissage de la langue et des savoirs de base. Chemins (ap)prendre propose une démarche pour concevoir des séquences pédagogiques en prenant appui sur les situations de travail.

MISSION LOCALE TOULOUSE: intervention auprès de conseillers des missions locales : formation à un outil de repérage des publics jeunes en situation d'illettrisme « Le Galet ».

FNARS : intervention auprès des encadrants techniques : formation à la mise en place de séquences pédagogiques pour renforcer les compétences de base des publics en démarche d'insertion.

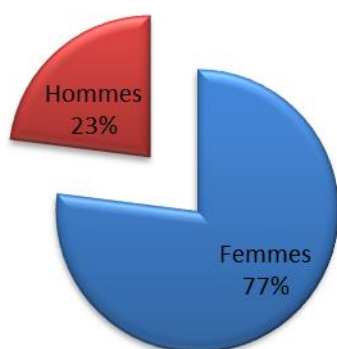
POLE EMPLOI : intervention auprès des agents de Pôle Emploi, de formateurs en savoirs de base et conseillers en insertion professionnelle pour le repérage des personnes en situation d'illettrisme.

DIRECCTE : intervention auprès des unités Territoriales de Midi-Pyrénées pour une sensibilisation à la diversité.

Synthèse des formations « intra »

Dates	Intitulé de formation	Participant-e-s			Heures formation	Heures stagiaires	Lieu	Commanditaire	Intervenant-es		
		Fonction	Femmes	Hommes						Total	
1	16-janv	Repérage des compétences de base pour des jeunes dans les DIMA	Formateur-trices et responsables pédagogiques intervenant dans les DIMA	12	4	16	7	112	Collège Quint Fonsegrives	DAFPIC	NR -R&T
2	13-févr	Politique de la ville	Etudiant-e-s	25	8	33	7	231	Université Rangueil	AFEV	FD-R&T
3	20-mars	Un réseau pourquoi faire ?	Etudiant-e-s	17	20	37	7	227,5	ERASME	ERASME	FD-R&T
4	15-mars	Chemin (ap)prendre	Formateur-trice-s SDB	13	1	14	7	98	Sète	Asmoune	NR-R&T
5	13-mai	Le galet	Conseiller-ère-s Mission Locale	7	3	10	7	70	R&T	Mission Locale Toulouse	CRI PACA et NR R&T
6	16-oct	Renforcer les compétences de base des publics en démarche d'insertion : un enjeu pour les SIAE	Encadrant-e-s techniques	4	5	9	3,5	31,50	Institut St Simon	FNARS	NR-R&T
7	19-nov	Repérage des situations d'illettrisme	Formateur-trice-s SDB et CIP	15	0	15	7	94,50	Pôle Emploi Pamiers	Pôle Emploi	NR-R&T et Greta 09
8	28-nov	Repérage des situations d'illettrisme	Formateur-trice-s SDB et CIP	14	4	18	7	126	Pôle Emploi ST Girons	Pôle Emploi	NR-R&T
9	28-nov	Sensibilisation à la diversité	Agent-e-s des Unités Territoriales de la	16	1	17	3,5	59,5	Cahors	DIRECCTE	NC-R&T
10	29-nov	Sensibilisation à la diversité	Direccte : Inspecteur-trice	12	6	18	3,5	63	Auch	DIRECCTE	NC-R&T
11	02-déc	Sensibilisation à la diversité	s et contrôleur-euse-s du	35	9	44	7	308	Albi	DIRECCTE	NC-R&T
12	06-déc	Sensibilisation à la diversité	travail ; agent-e-s	17	1	18	3,5	63	Montauban	DIRECCTE	NC-R&T
13	09-déc	Sensibilisation à la diversité	administratifs ;	13	4	17	3,5	59,5	Foix	DIRECCTE	NC-R&T
14	10-déc	Sensibilisation à la diversité	responsable de	20	3	23	7	161	Tarbes	DIRECCTE	NC-R&T
15	19-déc	Sensibilisation à la diversité	formation...	23	2	25	7	175	Rodez	DIRECCTE	NC-R&T
TOTAL				243	71	314	87,5	1879,5			

Répartition générée



On constate qu'à partir du moment où les formations sont prescrites par la structure, le pourcentage d'hommes est beaucoup plus importants (+ de 13 points) que sur les formations « inter » où les inscriptions se font sur la base du volontariat.

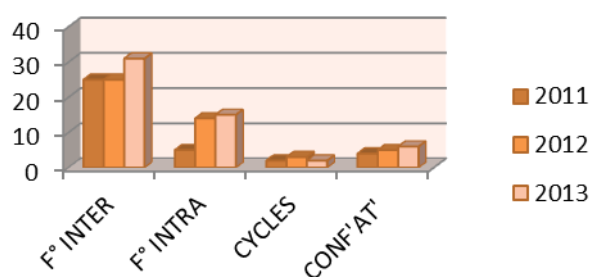
Synthèse globale des actions

ACTIONS 2013	Nbre d'actions	Nbre de jours	Nbre de participants			Heures formation	Heures stagiaires
			Hommes	Femmes	Total		
CYCLES	2	28	9	57	66	196	2 373
INTER	31	60	34	294	328	420	4 198
INTRA	15	12,5	71	243	314	87,5	1 880
CONFÉRENCES	6	4,5	136	360	496	27	1 640
TOTAL	54	105	250	954	1 204	730,5	10 091

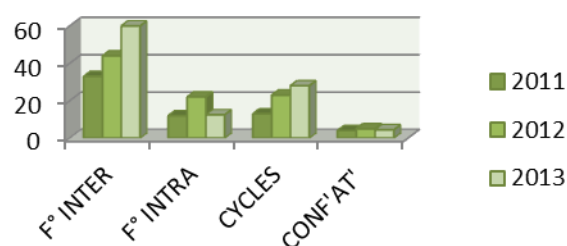
Comparatif 2011 / 2012 / 2013

	2011	2012	2013	Prog 2012/2011	Prog 2013/2012	Prog 2013/2011
Nbre d'actions	36	47	54	23%	13%	33%
Nbre de jours	62	94	105	34%	10%	41%
Total participants	357	928	1 204	62%	23%	70%
Heures formation	305	642	731	52%	12%	58%
Heures Stagiaires	3 682	9 595	10 091	62%	5%	64%

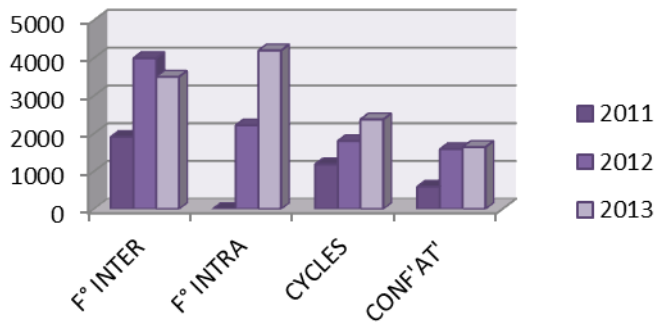
Nombre d'actions



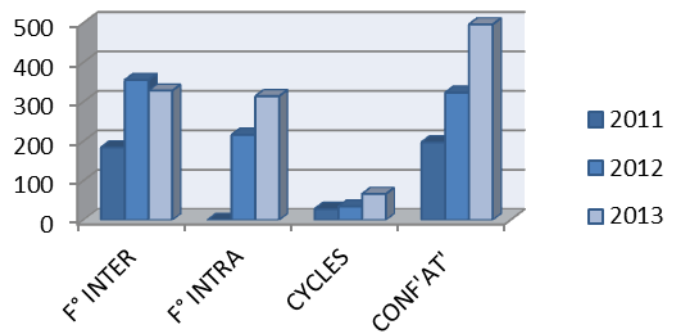
Nombre de jours



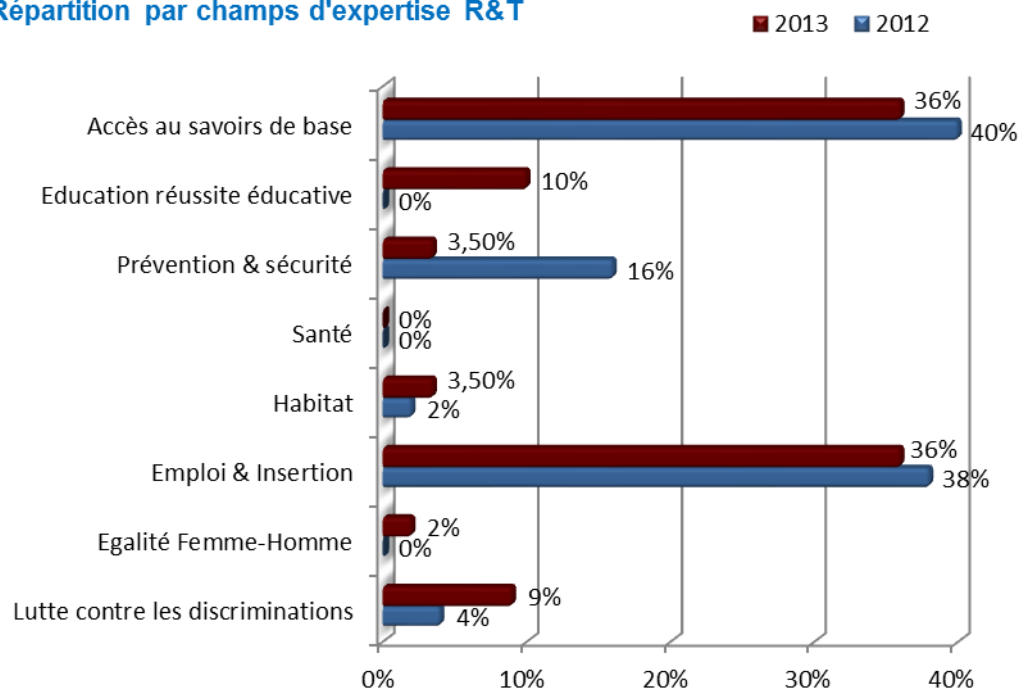
Heures stagiaires



Nombre de participants



Répartition par champs d'expertise R&T



En 2011, 93 % des actions étaient orientées « Accès aux Savoirs de Base »

Démarche de professionnalisation pour les Adultes Relais de Midi-Pyrénées

Dans le cadre du développement de son programme d'intervention de 2009, l'Acse a mis en œuvre un plan national d'accompagnement professionnel des médiateurs Adultes-relais. Ce programme vise à renforcer l'impact du dispositif adultes-relais sur deux niveaux :

- La professionnalisation des interventions
- La mobilité en fin de contrat

La DRJSCS Midi-Pyrénées a confié à Ressources & Territoires le programme de professionnalisation des salariés en convention « Adultes-Relais ».

Ce plan de professionnalisation des Adultes-Relais, comprend 2 axes d'intervention :

- Former les adultes relais aux métiers de la médiation par l'accès à des modules de formation spécifiques
- Organiser la mobilité des AR en fin de contrat par la réalisation d'un bilan professionnel

Nous sommes intervenus sur le premier axe, celui de la professionnalisation, avec 2 objectifs :

- Mettre en place des **ateliers d'échanges de pratiques** à destination des bénéficiaires du dispositif. Il s'agit ainsi d'identifier le cadre, les pratiques et savoirs professionnels liés aux différents domaines de compétences de la médiation sociale (16 demi-journées).
- Construire et proposer un **plan de formation** à partir de l'identification des besoins individuels ou collectifs.

Les ateliers d'échanges de pratiques

Les ateliers ont eu lieu d'avril à décembre sur trois sites :

- Tarbes
- Toulouse
- Albi – Cahors – Montauban

Les groupes de Tarbes et d'Albi ont été plutôt réguliers. Pour Toulouse, il y a eu une évolution de la participation lors des trois derniers ateliers. 26 bénéficiaires du dispositif de Toulouse sont venus aux ateliers d'échanges de pratiques ; 16 sont venus une seule fois, 7 sont venus entre 3 et 5 séances.

Tarbes : 9 séquences, 58 participants

Toulouse : 6 séquences, 45 participants

Albi – Cahors – Montauban : 4 séquences, 33 participants

L'inter connaissance a permis de libérer la parole dans une ambiance de respect et de bienveillance. Les participants ont montré un réel plaisir dans la démarche d'analyse des pratiques, dans le partage de leurs préoccupations et aussi de pouvoir apporter des solutions aux autres.

Nous avons constaté de surcroît une nette évolution de la dynamique des groupes, et ce sur les trois secteurs géographiques. Cette dynamique se traduit par une démarche d'analyse et de réflexion plus poussée, une prise de recul plus importante ainsi qu'une amélioration importante de l'écoute dans le processus d'échange.

Les échanges parviennent, grâce à une clarification de la situation de départ exprimé par l'exposant, à un enrichissement mutuel et partagé de l'analyse. Ces temps permettent ainsi de réguler les tensions accumulées et/ou d'objectiver les vécus.

Nous avons pu aborder des sujets tels que :

- L'accompagnement d'une mère de famille en très grande difficulté sociale, psychologique, parentale,...
- Un malaise de santé dans une réunion de groupe
- Différents types de conflits vécus
- La gestion de comportements violents ou discriminants
- Les prises de pouvoir d'une personne dans un groupe de travail
- Le développement d'une dynamique de groupe
-

Au fil des séquences, une solidarité s'est installée dans les différents groupes, un soutien voire une entraide. Les échanges de coordonnées ont évolué sur des échanges d'informations, préfigurant ainsi une amorce de travail en réseau.

Depuis le démarrage des ateliers d'échanges de pratiques, 7 personnes se sont inscrites sur le blog. Pour rappel, depuis sa création en 2012, seuls 2 AR étaient inscrits.

Les participants présents régulièrement sur ces ateliers ont souhaités pouvoir continuer ce travail sur 2014.

Les formations

Les ateliers ont fait émerger des besoins de formation que nous avons pu facilement repérer, mais pas nécessairement des demandes. Malgré 36 journées de formation proposées, seulement 26 Adultes Relais se sont engagés, principalement ceux résidants sur Toulouse.

Par contre, les participants ont apprécié les formations proposées tant sur le plan du contenu que sur le plan de la configuration des groupes (la mixité professionnelle).

Départements	Nbre participants
Haute-Garonne	16
Hauts-Pyrénées	3
Tarn	5
Tarn et Garonne	2

Bilan qualitatif

2013 : évolution du GIP...

En 2013, le GIP a confirmé sa politique de services vers ses adhérents, et a ouvert son Conseil d'Administration aux structures associatives.

Cette nouvelle orientation a modifié les modalités d'organisation et d'inscription aux actions de formation. L'accès à la formation est désormais réservé en priorité :

- Aux adhérents qui représentent 45% des participants
- Aux réseaux de professionnels animés par R&T (Chefs de projets CUCS, Coordinateurs PRE, CLSPD/CISPD)
- Aux professionnels du secteur associatif, du secteur de la formation et de l'insertion.

Le programme de formation...

En 2013, nous avons consolidé la fréquentation aux journées de formation en enregistrant + 25 % d'augmentation sur une année 2012, qui était déjà en progression de 160 % par rapport à 2011.

Nous avons développé les thématiques liées aux discriminations (+ 5 points), à l'égalité femme-homme (+ 2 points) et à la réussite éducative (+ 10 points), conformément à ses objectifs.

Les champs « Accès aux Savoirs de Base » et « Emploi & Insertion » restent les thématiques phares, malgré la légère baisse enregistrée due au lissage avec les autres thématiques.

Nous sommes restés présent dans les départements de la région pour répondre aux demandes spécifiques des acteurs locaux, afin de les soutenir dans l'animation d'une dynamique territoriale.

Dans la continuité de 2012, l'architecture du programme a proposé aux acteurs des modalités multiples répondant à leurs attentes et besoins :

- Des sessions courtes de formation - 1 ou 2 jours - sur un sujet d'actualité ou fondamental, sur des outils spécifiques ou encore des méthodologies.
- Des cycles de formation - 5 à 10 jours - sur un sujet choisi par les acteurs (recueil des besoins en amont), leur permettant de développer une approche pluridisciplinaire autour d'une thématique et une réflexion collective pour les conforter dans l'exercice de leur fonction.
- Des formations spécifiques sur mesure et à la demande, généralement en intra et hors catalogue.
- Des conférences suivies par des ateliers de travail.

La page Web du programme de formation est actualisée régulièrement par les mises en ligne des « fiches » formation, au fur et à mesure de la programmation.

La diffusion auprès des acteurs s'effectue 2 mois avant le démarrage de l'action et une relance (si besoin) 1 mois avant. Par ce principe de communication, les acteurs reçoivent régulièrement les informations liées à la formation, ce qui permet une présence soutenue et assidue de R&T auprès des acteurs ainsi qu'une certaine réactivité en fonction de l'actualité.

Les catalogues complets (2013 ; 2012 ; 2011) sont également disponibles sur le site (téléchargeables en PDF) ; la version 2013 est actualisée au fur et à mesure de la programmation. Des versions papier sont consultables à l'accueil et au Service Information et Documentation en exemplaires limités.

A noter également la consultation régulière des pages Web du programme de formation (+ 75 % d'augmentation) confirmant la fidélisation des professionnels depuis la mise en place des inscriptions uniques par Internet fin 2011.

Le nombre moyen de participants enregistré quant à lui, une baisse de 2 points (-1,96 %) ; ce nombre moyen de participants est lié au taux de participation qui enregistre lui aussi une baisse conséquente de près de 10 points (-9,86 %).

Les tableaux de bord mis en place fin 2012-début 2013 permettent de calculer :

- Le taux d'occupation de la salle de formation = le nombre de personnes présentes par rapport au nombre de place maximum de la salle de formation, soit 16
- Le taux de participation = le nombre de personnes présentes par rapport au nombre de personnes validées
- Le taux d'absentéisme = le nombre de personnes absentes par rapport au nombre de personnes validées
- Le taux d'annulation = le nombre de personnes ayant annulées leur participation

Le constat est que 45% de l'absentéisme et 40% des annulations sont générés par les adhérents.

Comme en 2012, la synthèse des évaluations des actions révèle que plus de 80 % des participants sont très satisfaits ou satisfaits. Les personnes expriment leur insatisfaction ou mécontentement principalement sur les conditions matérielles : salle de formation sans aucune aération, température (trop chaud l'été / trop froid l'hiver), manque de matériels mis à disposition, notamment pour les formations demandant un équipement informatique.

Développement de réseaux

Animation de réseaux professionnels
Participation à des réseaux

Animation de réseaux professionnels

Animation des réseaux des coordonnateurs Programme Réussite Educative, des Chefs de Projets CUCS et des Coordonnateurs CLSPD / CISPD

Initié en 2011, l'animation de ces réseaux de professionnels s'est poursuivie en 2013.

Rappel des objectifs

- Echanger différents points de vue
- Fertiliser l'expérience par des processus de partage
- S'ouvrir à des pratiques différentes liées au champ de l'accompagnement professionnel
- Élaborer ensemble de nouvelles pistes (ou hypothèses) sur les situations présentées
- Permettre aux participants de parler de leurs difficultés dans leur travail

Fréquence

1 jour / trimestre, soit 4 jours par an pour chaque réseau.

Total : 8 jours

Modalités

Chaque journée est construite sur plusieurs temps :

- Un temps d'échange sur l'actualité
- Un temps d'échange sur une thématique définie (sont plus particulièrement abordés les pratiques innovantes, les stratégies de mise en œuvre, les postures professionnelles)

Calendrier et contenus pour les Chefs de projets CUCS

Date	Lieu	Contenu
14 mars	R&T- Toulouse	Les clauses d'insertion
21 juin	R&T- Toulouse	Cohésion sociale : un pari à relever pour l'intercommunalité
27 septembre	R&T- Toulouse	Point d'actualités : la réforme pour la ville et la cohésion urbaine
22 novembre	R&T- Toulouse	Rapports genrés – bilan 2013 et agenda 2014

27 participants pour l'ensemble de ces journées.

Calendrier et contenus pour les coordonnateurs du Programme de Réussite Éducative (PRE)

Date	Lieu	Contenu
15 mars	R&T- Toulouse	Décrochage scolaire
13 juin	R&T- Toulouse	Les apports des alliances professionnelles pour prévenir le décrochage scolaire- Intervention de M. ALAVA <i>Professeur des universités - Université de Toulouse le Mirail, Chercheur au CREFI-T Centre de Recherche en Éducation, Formation, Insertion de Toulouse</i>
3 octobre	Montauban, Maison des Associations	La place de la santé dans le PRE Intervention de D. PASTRE de Réseau ados 81 : <i>réseau de professionnels pour favoriser la prise en charge de la santé mentale des adolescents et la prévention de l'exclusion sous diverses formes.</i>
6 décembre	R&T- Toulouse	Bilan 2013 et agenda 2014

39 participants pour l'ensemble de ces journées.

Calendrier et contenus des Coordonnateurs CLSPD / CISPD

Date	Lieu	Objet de la rencontre
18-avr-13	Toulouse (R&T)	La veille professionnelle (session 1)
04-juin-13	Moissac (Ville de Moissac)	Violences intrafamiliales / conjugales
11-oct-13	Toulouse (R&T)	La veille professionnelle (session 2)
03-déc-13	Belberaud (Sicoval)	Prévention et conduites à risques en milieu festif

55 participants pour l'ensemble de ces journées.

La Chaîne des Savoirs dans le Tarn : développement du réseau départemental de Lutte Contre l'illettrisme

Nous avons impulsé ce projet de réseau dans le Tarn avec l'appui d'**Anne VINERIER**, Docteure en Sciences de l'Éducation, spécialisée sur la question de l'illettrisme, auteure de nombreux ouvrages et articles.

La Chaîne des Savoirs permet aux adultes en situation d'illettrisme de s'organiser en « maillons » pour témoigner de leur parcours, de revendiquer le droit d'apprendre ou de réapprendre. Avant d'arriver à témoigner, ces personnes seront « repérées » par des acteurs de terrain puis motivées pour réapprendre, et donc s'engager sur une formation. (Moins de 1% des 2.500.000 personnes en situation d'illettrisme suit une formation). C'est à l'issue de ce parcours que les adultes-apprenants se constitueront en maillon pour inciter politiques, institutionnels, prescripteurs, opérateurs, employeurs et personnes concernées par la problématique à lutter contre l'illettrisme et convaincre que réapprendre est possible. Au regard de cet objectif, les apprenants sont nommés « Ambassadeurs ». 5 personnes se sont engagées sous ce titre dans cette mission.

Cette action constitue une réponse pour le repérage et la mobilisation des personnes en situation d'illettrisme. (10 % de la population de Midi-Pyrénées est en situation d'illettrisme ; 7 % au niveau national)

Nous avons ainsi mobilisé les partenaires du département du Tarn, susceptibles de par leurs fonctions, d'être en relation avec un public pouvant relever de l'illettrisme (accueil, orientation, formation, insertion, accompagnement...).

Déroulement

- Démarrage et première rencontre avec les ambassadeurs juin 2013
- 4 rencontres mensuelles avec les ambassadeurs à partir de septembre
- 2 rencontres (octobre, décembre) avec le groupe partenarial
- Une présentation du maillon du Tarn réalisée par les ambassadeurs-drices sur le site de la chaîne des savoirs : <http://www.chainedessavoirs.org/>

Coopération Inter CRIs

L'idée générale est de développer le partenariat avec les **Centres de Ressources Illettrisme** (des régions Sud) qui se situent en proximité géographique de Midi-Pyrénées. Cela permet de :

- Elaborer et mettre en œuvre des projets communs
- Partager les ressources et les expertises
- Se répartir une veille technique et pédagogique
- Développer des innovations

Réalisation

- Animation d'une journée sur l'outil pédagogique développé par R&T, Chemins (ap)prendre (15 mars 2013)
- Présentation de l'outil de repérage créé par le CRI PACA le Galet

Participation à des réseaux

Le réseau national des Centres de Ressources Politique de la Ville (CRPV)

L'objectif de ce réseau est de contribuer à une mise en cohérence, une cohésion et une capacité d'anticipation sur la fonction ressources au sein de la politique de la ville. Un regroupement est organisé en moyenne tous les deux mois, sous forme de séminaire de deux jours.

Les différentes rencontres permettent de :

- Nourrir une réflexion stratégique sur la politique de la ville
- Débattre de l'actualité directement avec le SGCI
- Partager une culture commune des missions, rôle et pratiques des CRPV
- Favoriser la diffusion d'une vision commune au sein des CRPV

Nous avons participé à 3 rencontres :

- Paris - 7 et 8 février
- Paris - 18 et 19 septembre
- Montpellier - 28 et 29 novembre

PREFAS - Plateforme de recherche en travail social

La DGAS a impulsé en 2004, dans chaque région, la mise en place de Pôles de Recherche, d'Etude et de Formation en Action Sociale (PREFAS) dont l'objectif est de valoriser la recherche dans le travail social et articuler le travail des chercheurs avec celui des formateurs et des praticiens. Le pôle de Midi-Pyrénées regroupe les sept centres de formation de travailleurs sociaux, ainsi que le CREAI, l'Université de Toulouse Le Mirail et R&T.

Les grandes missions de la plateforme sont les suivantes :

- Identification et localisation des productions et des acteurs
- Soutien et collaboration à la recherche
- Soutien à la valorisation et à la diffusion des savoirs
- Coordination des centres de ressources documentaires
- Études régionales
- Veille sur les qualifications sociales

Objectif de R&T

- Apporter les éléments d'expertise d'un centre de ressources au regard des professions du secteur social
- Développer un service d'échanges des ressources et de l'information dans le secteur de l'observation sociale

Contenu

Participation aux différentes instances de pilotage et de coordination : COPIL, Groupe Technique et Scientifique.

Préparation et animation d'un séminaire « Evolution du travail social et médico-social. De quoi parlez-vous ? » regroupant une vingtaine de professionnels, praticiens, formateurs et chercheurs.

Ce séminaire a pour objectifs d'une part, d'expérimenter un espace collectif d'échanges et d'analyse de cette question actuelle, d'autre part de dégager des axes de travail, de problématisation qui pourront se concrétiser sous différentes formes (journées d'études, recherche-action, formations,...).

Les deux premières demi-journées de ce séminaire ont eu lieu le 17 octobre et le 21 novembre. La troisième et dernière aura lieu début 2014.

Le retour des participants sur cette expérimentation est tout à fait positif au regard de la richesse des échanges.

Plateforme d'Observation Sociale de Midi-Pyrénées (POSMIP)

La plateforme d'observation sociale est un outil d'aide au pilotage des politiques de solidarité et de maintien de la cohésion sociale menées en Midi-Pyrénées. L'objectif principal de la plateforme qui est de produire une connaissance partagée et utile aux acteurs locaux peut être décliné en quatre points :

- Recenser, mettre à disposition et valoriser les travaux existants
- Mutualiser, décloisonner, impulser la réalisation d'études ou de travaux en commun
- Repérer et analyser les besoins en matière d'observation, d'études, identifier les priorités d'action
- Réunir les partenaires, échanger sur les bonnes pratiques, partager et contribuer à animer le débat public

Nous participons aux différentes rencontres afin de relayer et diffuser les différentes informations tout en valorisant la démarche.

Capitalisation & Diffusion

Gestion et animation des ressources

Accueil - Accompagnement et Conseil

Veille et diffusion de l'information

Productions

Mutualisation des activités info-
documentaires

Gestion et animation des ressources

De nombreux documents « physiques » constituent le fonds documentaire de Ressources & Territoires et sont tous empruntables sur demande. La majorité des supports – ouvrages, rapports, outils pédagogiques,... – sont référencés dans une base documentaire interrogeable en ligne et à distance : [COSOTer](#). Une politique d'enrichissement du fonds et de la base est effective et se renouvelle chaque année.

Le fonds documentaire et la base Ressources : COSOTer

Actualisation du fonds en 2013 : les ressources « physiques »

Ouvrages de référence et guides didactiques sur l'ensemble des politiques publiques, acteurs et dispositifs, publics et territoires, renouvellent chaque année le fonds déjà existant.

En 2013, une attention particulière s'est portée sur les champs de l'insertion sociale et professionnelle, l'apprentissage de la langue française et plus particulièrement du Français Langue d'Intégration avec des entrées associées comme celles de la société, la citoyenneté, l'accès aux droits, ...

Thématiques du Fonds

- › Apprentissage des savoirs de base et de la langue française
- › Éducation et Réussite éducative
- › Prévention de la délinquance et Sécurité
- › Santé
- › Habitat et cadre de vie
- › Emploi et insertion
- › Égalité femmes / hommes
- › Lutte contre les discriminations



Les achats documentaires : une cinquantaine de documents ont été achetés en 2013 ; plus d'une centaine de documents ont été présentés lors des journées « découvertes des ressources ».

Actualisation du fonds : les Ressources « numériques »

Outre les documents physiques référencés dans la base COSOTer pour en assurer le prêt auprès des usagers, 573 documents numériques ont été référencés (lien qui pointe sur la ressource en ligne).

Supports de présentation des Nouveautés documentaires



Par ailleurs, il est possible de consulter depuis notre site web les supports de présentation des nouvelles acquisitions, distribués lors des journées :



« Découvertes des Ressources » des 14 mai 2013 à Rodez et 10 décembre 2013 à R&T.

<http://www.ressources-territoires.com/decouverte-ressources.php>

Les abonnements : les 12 abonnements souscrits en 2012 ont été renouvelés en 2013 et restent disponibles au numéro pour une consultation sur place et/ou un emprunt – hors dernier numéro –.

Actualité de la formation Info formation (ex-Inffo flash -Centre Inffo)	Alphabétisation Journal de l'alpha
Éducation / ingénierie pédagogique Les Cahiers pédagogiques Diversité ville école intégration Éducation permanente	Développement local/société/ville Urbanisme
Interculturel Écart d'identité Savoirs et formation (fédération EAFTI)	Sécurité Les cahiers de la sécurité intérieure - nouvelle série
Veille/information Net ressources	Local La sept (TO 7) Friture

Les mallettes pédagogiques

Ces mallettes s'adressent prioritairement aux professionnels de la formation, de l'insertion, de l'accompagnement : aux formateurs, mais aussi aux conseillers, aux animateurs, ... Elles visent à pallier l'éloignement géographique du centre de ressources régional. Vingt-quatre références sont proposées à l'emprunt dans les départements. Elles constituent une aide précieuse à la construction/animation de séquences pédagogiques.

Contenu des mallettes

Elles compilent supports pédagogiques, méthodes, démarches et références théoriques rassemblés dans 2 valises à roulettes distinctes pour en faciliter le transport.

Elles viennent enrichir un fonds documentaire existant pour la plupart des sites.

Le contenu de ces mallettes est revisité chaque année à l'occasion de la présentation des nouvelles ressources en départements.

Thèmes exploités : l'éducabilité, la dynamique de groupe, la lecture-écriture-jeu, l'orientation professionnelle, l'Interculturalité, le FLE/FLI, la problématique de l'illettrisme, l'apprendre à opérer/calculer...

Les relais dans les départements de Midi-Pyrénées

Les relais sont des structures-partenaires qui facilitent l'accès à la documentation mise à disposition dans les sites et assurent la gestion de l'emprunt des ressources du fonds documentaire et des malles. Ils existent dans tous les départements de Midi-Pyrénées dans le cadre de conventions d'échanges de service.

Pour mémoire. Contacts des sites relais, disponibles par ailleurs sur le site Internet : www.ressources-territoires.com

Les Relais des malles pédagogiques en Midi-Pyrénées				
Ville	Structure	Service	Personne ressources	Téléphone
Foix	FDFR 09 - Fédération Départementale des Foyers Ruraux de l'Ariège		Véronique RIEFFEL	05 62 01 56 74
Rodez	Mission Locale Antenne Rodez		Sandrine BERNAT	05 65 73 85 85
Saint-Gaudens	Médiathèque départementale 31		Ann MANTOVANI	05 62 00 90 30
Auch	Association IMAJ' 32		Corinne THYMEUR	05 62 60 21 21
Cahors	Centre Social Sainte-Valérie 46		Sébastien DESCLOUX	05 65 53 90 52
Tarbes	Mission Locale Antenne Nord 65		Caroline JAUNEAU	05 62 56 34 34
Albi	GRETA du Tarn		Virginie SEGHETTO	05 63 48 13 70
Montauban	Service Politique de la Ville du Grand Montauban ; les Malles sont disponibles à la Maison des Associations		Catherine DAVID et/ou Patrick DESCHESNES	05 63 22 19 90

Légende



Fonds documentaire constitué des malles 1, 2 et 3.



Les 2 dernières malles 4 et 5.

Personnes-relais

Pour consulter et/ou emprunter les malles, les professionnels intéressés doivent se mettre en rapport avec la personne identifiée dans le relais du département souhaité.

En 2013, toutes les malles ont été empruntées dans chaque site relais, hors département du Tarn. Dans les départements, les malles ont été mobilisées par des structures, telles que :

- **Ariège Alpha** - 09 / Organisme de formation en Alpha, FLE/FLI
- **" Son ciel ouvert " Asco Roquebel** - 09 / Association de proximité
- **UDAF** – 09 / Union Départementale des Associations Familiales
- **CRAISAF** - 12 / Comité rouergat d'aide à l'insertion sociale par l'apprentissage du français, association caritative
- **GRETA de l'Aveyron, Azimut** - 31 / Centre social - Cours d'alphabétisation et de langues. Accompagnement administratif, conseil en matière d'hygiène alimentaire, de parentalité, gestion d'un budget familial ; domaines de l'art créatif, peinture et cuisine
- **Tremplin** - 31 / Association loi 1901 intervenant dans le champ de l'économie sociale et solidaire
- **NATIF** - 32 / Organisme de formation formant au FLE, FLI pour faciliter l'intégration des personnes francophones
- **REGAR** - 32 / Centre de formation pour l'apprentissage du français, chantier d'insertion environnement, pôle santé avec actions de prévention
- **AMISS** – 82 / Aide à une Meilleure Insertion Scolaire et Sociale - Association loi 1901 qui développe des actions d'intégration, de lutte contre les discriminations et de promotion de l'égalité des chances), ...

Accueil – Accompagnement et Conseil

L'espace documentaire de R&T est un lieu d'accueil pour tout public. Sont assurées des permanences du mardi au vendredi pour tout individu ou groupe souhaitant travailler *in situ*.

Horaires d'accueil

- du mardi au jeudi : 9h00-13h00 / 14h00-17h00.
- vendredi : 9h00-13h00 / 14h00-**16h00**.

Fermeture les lundis.

En 2013, 400 visites ont été enregistrées pour un total de 147 personnes (hors passages des usagers du CNFPT).

La fonction accompagnement/conseil

Le 1^{er} accueil s'effectue en principe sur rendez-vous. Il requiert généralement une vingtaine de minutes par personne et une demi-heure ou trois quart d'heure par groupe : présentation de la structure, du programme de formation, du Service d'Information et de Documentation, des ressources, réponses aux questions.

Ce 1^{er} accueil engendre la plupart du temps d'autres rendez-vous qui prennent alors la forme d'entretiens, d'accompagnement-conseil sur les ressources menées conjointement par l'ensemble de l'équipe : chargée InfoDoc, chargée de formation, chargées de mission et responsables.

En 2013, l'espace documentaire a accueilli 147 usagers et 13 groupes d'usagers.

13 groupes d'usagers appartenant aux structures suivantes :

AFORMAC 82 - Montauban / AGAPEI - IME VAL FLEURI - Sésame / Atelier TERUFAN / AVEC 82 - Montauban / CEDETPH 65 - Service d'Accompagnement à la Vie Sociale / CFA Moulin Rabaud / CFPL - Centre de Formation Professionnelle du Lauragais / CPARLESMO / ESAT - Foyers Clermont Capelas - AGAPEI / LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT - FOL 31 / UFCV - Union Française des Centres de Vacances et de loisirs / UDAF 09 - Union départementale des Associations Familiales de l'Ariège / Vallées Village Montagne.

Par ailleurs, deux matinées entières ont été consacrées à la présentation du fonds documentaire aux 2 groupes de stagiaires du cycle de formation : [Développer ses compétences de formateur \(DCF\)](#).

État des fréquentations et des prêts

Évolution des données	2011-2012-2013	1ers accueils	Fréquentation en nombre de visites	Nombre de prêts
	TOTAL 2011	206	410	977
	TOTAL 2012	140	363	1055
	TOTAL 2013	147	401	921

Nota bene : Ne sont pas comptabilisées dans ce tableau, les statistiques d'accueil/renseignements qui concernent les agents du CNFPT, bien que ce type d'accueil soit fréquent, en raison de la mutualisation de l'espace documentaire commun au CNFPT et à R&T.

La veille et la diffusion de l'information

La veille professionnelle

La veille est une démarche coopérative de travail qui vise à valoriser des informations/actions thématiques et/ou territoriales intéressants les acteurs.

En tant qu'activité de fond, cette pratique s'effectue en continu par l'ensemble de l'équipe R&T, mais aussi par les collaborateurs de Midi-Pyrénées et par les membres du réseau national des centres de ressources « Politique de la Ville ». Elle contribue à la connaissance et professionnalisation des acteurs du territoire.

La démarche « veille » participe de fait à l'alimentation des outils de diffusion de l'information – site, blog, S-Q/R (Service Question/Réponse) et donne lieu à des productions, tels les dossiers du participant ou les dossiers ressources, en ligne.

Zoom sur la DSI – Diffusion Sélective de l'Information – Service « Veille » ou alerte personnalisée

La DSI, ou service d'alerte sélective, s'opère en fonction de l'actualité, du programme de formation et conférences et de l'acquisition de ressources. Il s'adresse aux acteurs : partenaires, adhérents et usagers du GIP R&T et de manière privilégiée aux trois réseaux d'acteurs animés par R&T que sont : le réseau des chefs de projet Contrat de Ville, le réseau des Coordinateurs Réussite Éducative et Coordinateurs Prévention de la Délinquance/Sécurité.

En 2013, nous nous sommes attachés à la refonte de la base Acteurs. Tout acteur qui le souhaite peut bénéficier du service « veille » en s'abonnant, en toute autonomie, au flux RSS (fil d'actualité de la Rubrique) ou par mail

à la rubrique du site :



2013 – Voir la partie « veille informationnelle » dans le cadre du réseau des centres de ressources Politique de la Ville et Cohésion sociale territoriale (page 55).

Cette coopération effectuée sous l'outil de Social Bookmarking Diigo en interne a très bien fonctionné en 2013 et a permis d'alimenter en continu les sites respectifs de chacun des volontaires, à partir d'une centaine de sources d'information.

Le site internet représente le point d'entrée unique d'accès à toute action/production de R&T.

The screenshot displays the homepage of 'ressources & territoires'. At the top, a navigation bar includes links for 'MIEUX NOUS CONNAÎTRE', 'ACTUALITÉS', 'AGENDA', 'NOUS CONTACTER', 'POLITIQUE DE LA VILLE', 'PRÉVENTION ET SÉCURITÉ', and 'ACCÈS AUX SAVOIRS DE BASE'. The main header identifies the organization as the 'Centre de ressources midi-pyrénéen POUR LES ACTEURS DE LA COHÉSION SOCIALE'. A central graphic features the terms: 'Mutualiser', 'Former', 'Relier', 'Capitaliser', 'Valoriser', 'Conseiller', and 'Informer'. Below this, there are two main sections: 'Les Formations R&T' with a prominent 'INSCRIPTION FORMATION' banner, and 'Accéder aux FichExpériences R&T' with a 'fiche d'expérience' banner. A left sidebar contains a menu with options like 'Adhérer à R&T', 'ACCÉDER À L'ESPACE DOCUMENTAIRE', 'Actu des Territoires', 'Nos Productions', 'Dossiers Ressources', 'Cartographie acteurs', and 'OFFRES D'EMPLOIS'. It also features logos for 'www.emploi-collectivites.fr' and 'AGENDA DE R&T'. The 'AGENDA DE R&T' section lists upcoming meetings for project leaders and coordinators. The 'ACTUALITÉS, JANVIER 2014' section includes news about a pedagogical kit 'AEF', an observatory on inequalities, a FAQ on city policy, and a report on illiteracy. A right sidebar highlights the 'PLAN RÉGIONAL DE PRÉVENTION ET DE LUTTE CONTRE L'ILLETTRISME MIDI-PYRÉNÉES 2013-2015' and provides a list of actions to be implemented.

Il s'est enrichi, au fur et à mesure des années, d'entrées nouvelles : accès au programme de formation transversal, formulaire d'inscription en ligne aux formations, nouvelle rubrique : offres d'emploi (partenariat avec le site d'offres d'emploi des collectivités locales, productions, dossier ressources, ...).

En outre, il ouvre sur des rubriques plus spécifiques en termes de contenus telles que :

MENU DU SITE

> Rubrique



L'accès à la [base Ressources COSOTer](#) : base mutualisée entre 5 centres de ressources politique de la Ville (Grand Sud-Ouest : Centre et Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon, région PACA).

> Rubrique



Cette cartographie, réalisée avec le soutien de la DRJSCS Midi-Pyrénées, présente l'ensemble des dispositifs d'apprentissage de la langue par départements :

CAI et hors CAI - Contrat Accueil Intégration, Compétences Clés, OEP - Ouvrir l'école aux Parents, ASL - Atelier Socio Linguistique et autres initiatives locales.

Produit à forte valeur ajoutée pour tous les usagers, elle est régulièrement mise à jour, notamment grâce aux relais d'acteurs sur les territoires.

Apprentissage de la langue - des savoirs de base

- Les repères pour orienter
- Présentation des dispositifs :

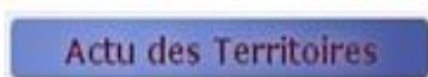
→ CAI - HORS CAI
→ Compétences clés
→ OEP
→ ASL
→ Initiative locale

Cette cartographie a été réalisée par R&T. Avec le soutien de la DRJSCS Midi-Pyrénées

Site Relais de Ressources et Territoires
Médiathèque
Départementale
689 chem. de la graouade
31800 Saint Gaudens
Tél: 05 62 00 90 30

Cliquez sur le Département 31

> Rubrique



Cette rubrique sert de relai pour toute information thématique nationale et/ou locale sur les champs d'expertise de R&T :

Le blog
Veille
Information
Professionnelle

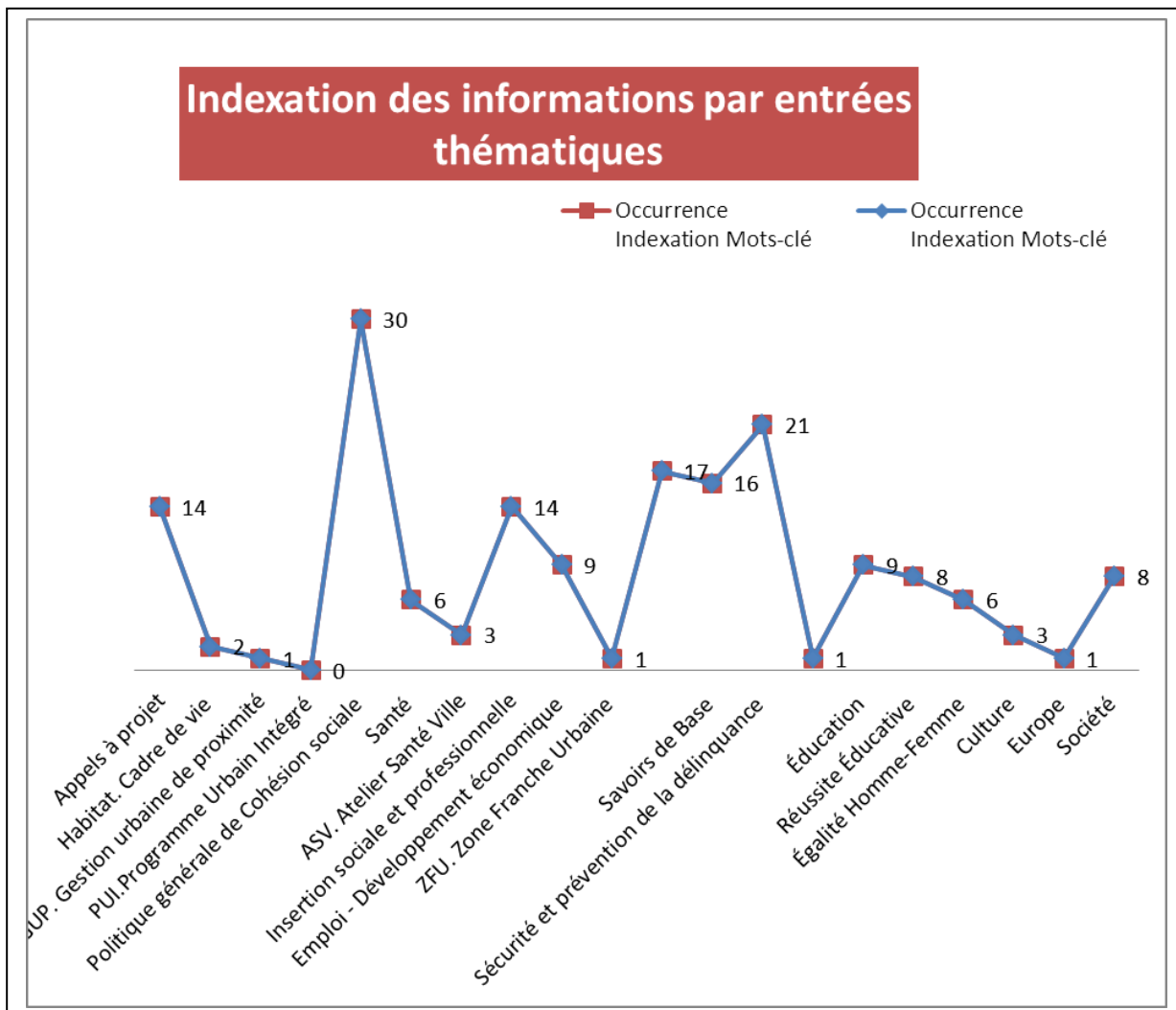
Politique générale de Cohésion sociale, accès aux Savoirs de Base, Habitat-Cadre de vie, GUP - Gestion urbaine de proximité, PUI - Programme Urbain Intégré, Éducation / Réussite Éducative, Santé / ASV, Atelier Santé Ville, Emploi / Développement économique, ZFU - Zone Franche Urbaine, Intégration-Lutte contre les Discriminations-Citoyenneté, Égalité Homme-Femme, Prévention de la Délinquance et Sécurité / Stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance, Europe, Société, Culture.

En 2013, le nombre d'abonné-e-s à cette rubrique « Actualité des Territoires » par courriel s'élève à 135 personnes, contre 78 en 2012, 41 en 2011 et ce, hors abonnement par flux RSS ou fil d'actualité



Ce dernier type d'abonnement ne peut être comptabilisé informatiquement à ce jour, mais nous pouvons supposer que le nombre d'abonnés est en augmentation suite à la formation « veille professionnelle Internet », animée par la chargée InfoDoc le 20 juin 2013.

En 2013, 170 brèves d'informations ont été publiées et classées selon les mêmes entrées thématiques que l'année dernière : champs relatifs à la Cohésions Sociale Territoriale.



Par ailleurs, de plus en plus d'actualités régionales / locales sont diffusées par le biais de cette rubrique. Elles concernent essentiellement les actualités des partenaires et adhérents qui nous en font part.

> Rubrique



Nous n'assurons pas de veille spécifique sur les offres d'emploi mais sert de relai et/ou permet une mise en relation professionnelle pour les acteurs.

En 2013, 20 offres ont été publiées et diffusées dans le réseau d'acteurs.

Un partenariat avec le site des offres d'emploi des collectivités a été établi.

> Rubrique

Enfin, a été ajoutée la rubrique



qui comporte :

- > la Fiche de présentation de Ressources & Territoires, janvier 2014 (pdf)
- > le schéma de projet 2013 (pdf)
- > le Plan de développement à 3 ans déposé (pdf)
- > l'Arrêté de renouvellement 2013 (pdf)
- > la convention constitutive 2013 (pdf)
- > le modèle de délibération d'adhésion (doc)
- > le modèle de lettre d'intention (doc)
- > les conditions d'adhésion (pdf)

Le site offre de nombreux points d'accès à l'information que nous ne recensons pas dans ce bilan.



Voir le chapitre Productions, page 48

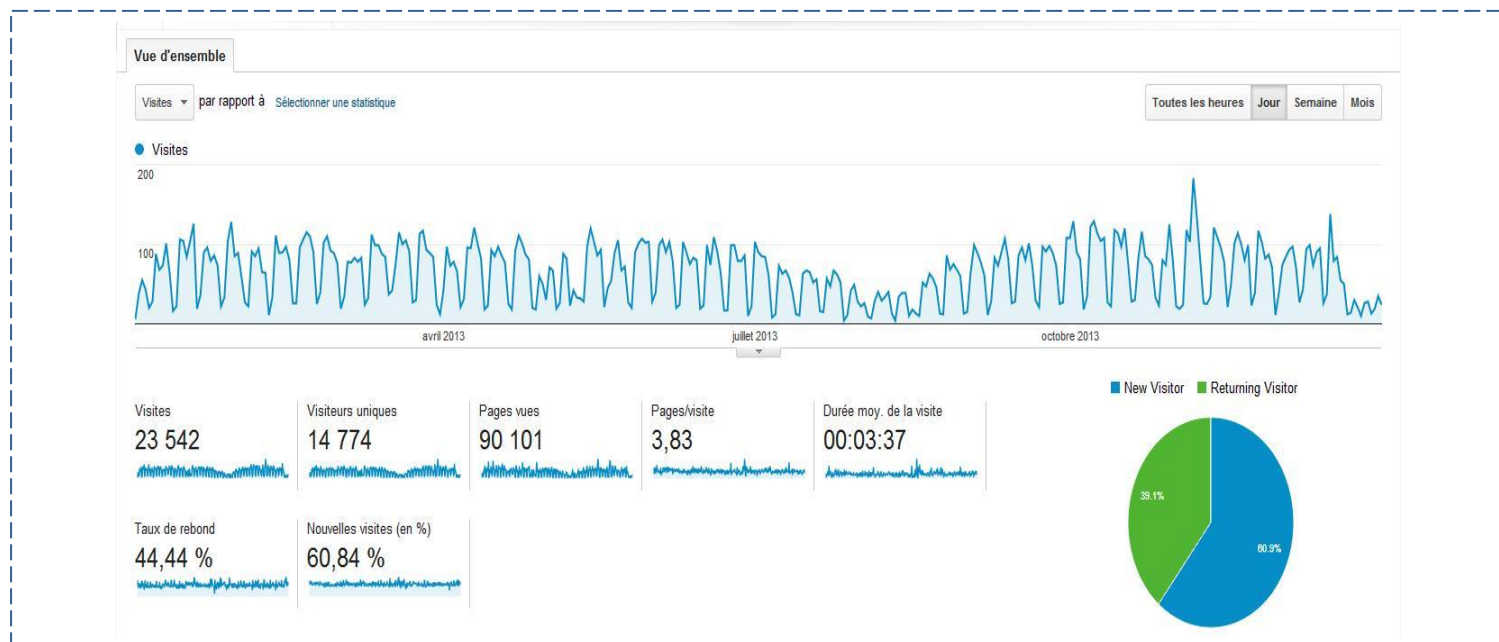
Statistiques du site Web

Outil de valorisation et de diffusion de l'information par excellence, le site Web de R&T s'améliore chaque année un peu plus pour faciliter l'accès rapide aux actualités et favoriser la réflexion des acteurs sur les sujets qui les préoccupent.

L'augmentation des visites et du nombre de visiteurs en 2013 l'attestent.

Vue d'ensemble pour l'année 2013

En moyenne, nous comptabilisons environ 200 visites par jour.



Données chiffrées – Tableau synthétique et représentatif

Statistiques Site Web	Année 2011	Année 2012	Année 2013	Évolution % 2011/2012	Évolution % 2012/2013	Évolution % 2011/2013
Visites	19224	19004	23542	-1%	24%	22%
Nouvelles visites en %	61,95	60,11	60,87	-3%	1%	-2%
Pages vues	69509	78265	90101	13%	15%	30%
Statistiques Site Web	Année 2011	Année 2012	Année 2013	Évolution % 2011/2012	Évolution % 2012/2013	Évolution % 2011/2013
Nombre de Visiteurs	12234	11805	14774	-4%	25%	21%
Nbre de pages/Visite en moyenne	3,62	4,12	3,83	14%	-7%	6%
Temps moyen passé par visite	02:55	03:38	03:37	25%	0%	24%
Taux de rebonds en %	50,46	45,29	44,44	-10%	-2%	-12%

Le Service Question-Réponse (SQR)

C'est un outil de liaison gratuit qui permet aux acteurs de solliciter R&T par courriel ou téléphone sur les sujets qui les préoccupent. Généralement, il fournit des réponses personnalisées par l'ensemble des membres de l'équipe : recherche d'informations, de personnes ressources, mise en relation professionnelle, ... C'est un service actif et réactif.

Ces deux dernières années montrent une augmentation des demandes et des réponses par téléphone. Les appels faisant l'objet de réponses plus élaborées et transmises par écrit alimentent la fonction accompagnement/conseil.

En 2013, une vingtaine de réponses écrites ont été rédigées et plus d'une centaine de réponses orales formulées.

Les Productions

Nous produisons plusieurs types de documents. Parmi ces productions, certaines sont des publications, telles que les fiches expériences, d'autres ne sont accessibles qu'au format numérique comme les dossiers ressources, d'autres encore sont diffusées et au format papier et au format numérique, comme les Conf'At.

Les Conf'At

Apprentissage et "TIC" en formation d'adultes. Environnements informatiques et apprentissage du FLI.

Compte rendu de la conférence d'**André TRICOT**

R&T - Conf'At, déc. 2013, n°6

[Cliquer sur ce lien pour télécharger la Conf'At n°2013/6](#)

Les TIC : nouvel eldorado de la formation ?

Les technologies de l'information et de la Communication (TIC) ont transformé notre quotidien professionnel et ont un impact réel sur nos pratiques de formation.

L'usage de ces technologies numériques ne va pas de soi et appelle d'autres compétences. Ces nouveaux outils nous amènent à réfléchir aux modalités et aux finalités d'usages.

Des discours de spécialistes se voulant rassurant nous invitent à les considérer comme de simples outils qui viendraient s'ajouter à nos pratiques sans réellement les transformer.

Mais, est-ce vraiment le cas ? Comment les TIC peuvent-elles favoriser l'apprentissage ?

De quelles manières les TIC peuvent-elles influencer de façon favorable la motivation des apprenants et la motivation des formateurs ?



Participation des habitants, concertation dans l'espace public...Au-delà des intentions affichées, quelles réalités sur nos territoires ?

Compte rendu de la conférence de **Gérard GASSELIN**

R&T - Conf'At, juillet 2013, n°5, 50 p.

[Cliquer sur ce lien pour télécharger la Conf'At n°2013/5](#)



Participons à la participation...

Dans la politique de la ville mais également dans des projets d'urbanisme, nous n'échappons pas à la référence obligatoire de la concertation, à la participation des habitants : il « faut » participer ! Ce discours proche de l'incantation n'est pas seulement l'apanage des « politiques ». On le retrouve dans de nombreux textes officiels et dans les propos des « techniciens ». On pourrait parler de langue de bois ou de mots-valises tant ces expressions sont « usées », vides de sens, ou plus exactement tant elles recouvrent des significations différentes suivant le locuteur. Cette journée avait pour ambition de redonner du sens à des concepts qui sont au cœur de la question de la démocratie, de revisiter

ce vocabulaire et surtout, d'échanger collectivement sur les méthodes et les outils qui permettent effectivement l'expression et l'implication des citoyens dans l'espace public.

Violences et passage à l'acte délinquant : des peurs à l'analyse.

Compte rendu de la conférence de **Laurent MUCCHIELLI**

R&T, Conf'At, février 2013, n°4, 17 p.

[Cliquer sur ce lien pour télécharger la Conf'At n°2013/4](#)

Sommes-nous plus violents aujourd'hui qu'hier ?

Cette conférence entendait apporter un éclairage autour des questions de la violence et de ses représentations. Amalgamant les délinquances les plus bénignes et les plus graves, Laurent Mucchielli estime que de prétendus « experts » réactivent la vieille peur du complot de « l'ennemi intérieur ». Il s'efforce d'abord d'explicitier les enjeux de ce débat, de décortiquer les discours et d'en montrer, selon lui, tous les artifices. Mais l'auteur ne se contente pas de critiquer les idées reçues. A travers une synthèse de très nombreux travaux, il propose une autre vision globale de l'évolution de la question de la violence dans la société française, vision qui fait appel notamment à l'analyse de nos modes de vie, de nos rapports aux normes et aux lois, de nos façons de peupler le territoire, à l'anonymat et à l'individualisme croissants dans les relations sociales, à l'emprise de la société de consommation et au processus de ghettoïsation qui frappe certains territoires où se concentrent l'échec scolaire et le chômage des jeunes.



Les clauses d'insertion dans les marchés publics : clarifier le cadre réglementaire.

Compte rendu de la conférence par **Patrick LOQUET**

R&T, Conf'At, mars 2013, n°3, 41 p.

[Cliquer sur ce lien pour télécharger la Conf'At n°2013/3, 41 p.](#)



Tout commence par la "clause de mieux disant social" mise en place par les gouvernements Balladur et Juppé en 1993 et 1995. Cette clause s'inscrit dans un climat socio-économique connaissant un taux de chômage à 2 chiffres. Ce principe de clause est simple : un marché public donne du travail aux entreprises ; en contrepartie, les entreprises réservent des heures de travail pour des personnes rencontrant de graves difficultés d'insertion professionnelle. Cependant, les débuts sont difficiles et les fédérations professionnelles contestent. Le conseil d'État, toutefois, laisse vivre le dispositif, considérant que la circulaire n'est qu'interprétative, qu'elle ne crée pas de droit et que donc, elle ne peut être attaquée. (...)

Ces fiches portent à la connaissance des acteurs des expériences innovantes qui peuvent être généralisées. Elles servent à la fois la connaissance et l'amélioration des pratiques. Elles sont l'objet d'une diffusion aux acteurs de Midi-Pyrénées et viennent alimenter deux bases de données : la base ville et la base européenne EUKN.



Le FLI : deux ans après...

FichExpérience, R&T, nov. 2013, n°6, 4p.

avec un supplément : le rôle de l'OFII

[Cliquer sur ce lien pour télécharger la fiche n°6 sur le FLI](#)
[Cliquer sur ce lien pour télécharger le supplément sur le rôle de l'OFII](#)

Un acronyme nouveau est apparu depuis bientôt deux ans dans le paysage de la formation linguistique, pourtant déjà bien rempli. C'est ainsi qu'après les FLE, FLS et autres FLP ou FOS est apparu le FLI - pour Français Langue d'Intégration.

La journée régionale, que nous avons organisée le 9 octobre 2013, a réuni les différents acteurs-trices de la formation intervenant sur la Région Midi-Pyrénées ainsi que bon nombre d'experts FLI des centres de ressources œuvrant dans d'autres régions françaises. **Anne VICHER**,

directrice d'Écricred', co-auteur du référentiel FLI et responsable du Diplôme Universitaire FLI de l'université de Lorraine, a animé la journée. **Lydie ROUGÉ**, directrice de l'OFII Midi-Pyrénées, a présenté l'organisation de la formation linguistique dans le cadre des dispositifs du CAI et hors CAI.

La France est un pays d'immigration qui accueille plus de 100 000 nouveaux arrivants par an. Or, aujourd'hui, contrairement à quelques années en arrière, il ne s'agit plus d'accueillir des étrangers qui viennent travailler et repartent au pays, mais des familles qui ont pour projet de s'installer durablement dans notre pays. Dans ces conditions, les politiques d'accueil et d'intégration ont peu à peu accordé de plus en plus d'importance à l'apprentissage de la langue. Le FLI est la résultante de ce processus.

Bienvenue au carrefour des mobilité-e-s !

FichExpérience, R&T, mai 2013, n°5, 4 p.

[Cliquer sur ce lien pour télécharger la fiche n°5 sur le garage associatif : Mobilité-e-s](#)
[Cliquer sur ce lien pour consulter la fiche n°5 au format électronique.](#)

Après presque six ans d'existence, l'association toulousaine "Mobilité-e-s" est passe de devenir un acteur incontournable du Grand Mirail. Une main plongée d les moteurs mécaniques et l'autre dans les cœurs humains, son ambition es l'image de son activité : importante. Particulièrement attachée aux princi participatifs, elle accomplit une mission de soutien à l'animation de la vie sociale au développement local. Entre « solidarité mécanique » et renforcement du l social, elle ne veut pas choisir...

Le projet en actions : s'attaquer à tous les mécanismes de l'immobilité-e.

Le projet de Mobilité-e-s paraît tentaculaire : il ne se contente pas de répondre aux difficultés de mobilité physique mais s'attaque plus largement aux freins de la mobilité sociale et culturelle des habitants. Dans les faits, organisé autour de trois pôles d'intervention, le programme d'actions est forcément riche et protéiforme.



Actes du colloque : le maintien du lien social, défi de l'intercommunalité
R&T/SICOVAL-DSAT, juin 2013, 60 p.

[Télécharger la synthèse des Actes, en ligne.](#)



Ce Colloque s'inscrit dans l'actualité du transfert de compétence « action sociale d'intérêt communautaire » des communes au Sicoval (effectif depuis le 1er janvier 2012) : petite enfance, enfance, jeunesse, jeunes adultes, portages de repas, soins infirmiers et aides à domicile. Pour gérer ces nouvelles activités, le Sicoval a créé un Centre Intercommunal d'Action Sociale (CIAS). (...)



Synthèses / Les 4 p. - R&T

La Stratégie nationale de prévention de la délinquance 2013-2017.

R&T, octobre 2013, 4 p.

[Télécharger la synthèse, en ligne.](#)

La Stratégie nationale de prévention de la délinquance (SNPD) a été publiée début juillet 2013 par le Secrétariat général du Comité interministériel de prévention de la délinquance (SG-CIPD) et porte sur la période 2013-2017. Elle succède au plan national de prévention de la délinquance et d'aide aux victimes conclu sur la période 2010-2012 et arrivé à son terme. Ces 4 pages en présente le contenu et la démarche.

INSEE – Diffusion du « 6 pages CUCS »

Depuis 2011, R&T et l'INSEE collaborent sur le thème de la politique de la ville.

En 2011, un « 6 pages » sur les ZUS a été élaboré avec l'appui du SGAR et de la DRJSCS.

Une nouvelle convention signée en 2012 entre la DRJSCS, le SGAR Midi-Pyrénées, R&T et l'INSEE pour l'élaboration d'un nouveau « 6 pages » sur les données régionales concernant les CUCS de Midi-Pyrénées (au regard des derniers chiffres recensés par l'INSEE en 2009).

Cette collaboration s'est poursuivie en 2013 avec la publication et la diffusion de ce « 6 pages » (fin mars 2013).

La politique de la ville en Midi-Pyrénées : 57 quartiers prioritaires passés au crible.

INSEE/R&T, 6 pages de l'INSEE, février 2013, n°147.

Télécharger le 6 p. et sa présentation dynamique depuis le site de l'INSEE ou [le pdf depuis la base Ressources COSOTer](#)

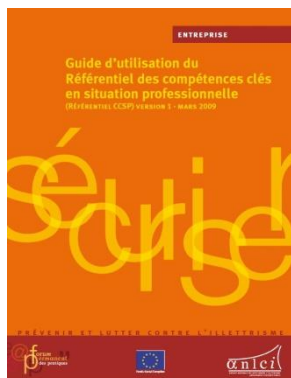
À l'heure de la révision de la géographie prioritaire et contractuelle, avec un resserrement prévu des crédits de la politique de la ville sur les 500 à 1000 quartiers sensibles les plus en difficulté au niveau national (contre 2500 actuellement), cette étude présente un état des lieux des 57 quartiers prioritaires Midi-Pyrénées, au regard principalement des difficultés monétaires de leurs habitants : parmi les différents indicateurs permettant d'identifier la précarité (faible activité, chômage, proportion de bénéficiaires du RSA, bas revenus, logements HLM..), le revenu des ménages apparaît en effet comme le plus discriminant pour apprécier globalement le degré de précarité des quartiers.



Ces dossiers ont pour objectif de présenter un sujet d'actualité, d'alimenter les acteurs en ressources de manière continue sur un laps de temps prédéterminé à l'avance et enfin, d'offrir un espace privé aux acteurs souhaitant l'utiliser pour échanger des pratiques. Ils peuvent être utilisés comme un support à l'animation de réseaux.

Ces dossiers ressources sont des dossiers thématiques électroniques, en lien avec les formations et/ou conférences organisées par R&T.

Accès aux Savoirs de Base / Compétences Clés



Espace Ressources

De l'illettrisme aux Compétences Clés Actualités

Développer les compétences clés des salariés

> Consulter la charte des bonnes pratiques

> Les actions programmées dans le cadre du FSPP -

Fonds de Sécurisation des Parcours Professionnels -

Le référentiel compétences clés en situation professionnelle

Outils et ressources

Textes de référence

FLI : Français Langue d'Intégration



Espace Ressources

Actualités

Sites de référence

Liste des organismes de formation labellisés FLI

Liste des experts FLI

Les diplômes FLI pour formateurs FLE

Outils et ressources

Synthèse pour comprendre le FLI

Espace Forum

Formateurs-Formatrices FLI : Accéder à votre forum FLI

Adultes-relais en Midi-Pyrénées : valoriser ses compétences dans un parcours professionnel



Espace Ressources

Le dispositif "Adultes-relais"

Plan régional d'accompagnement professionnel des Adultes-Relais

J-Adultes Relais du 19 mai 2011

Documents de référence - Médiation sociale

2 sources de référence : les 4 emplois-repères / Les fiches ROME

Métiers du Travail social et de la Santé

Métiers de l'animation, du sport et des loisirs

Métiers de la Prévention et de la Sécurité

Espace Forum

Dernières mise à jour des dossiers ressources, déc. 2013 /Janv. 2014.

Mutualisation des activités documentaires dans le cadre du réseau national des centres de ressources.

La base ressources COSOTer

Depuis quelques années maintenant, Ressources & Territoires coopère avec d'autres centres de ressources au niveau régional - UTM, IEP, CLAP, COFRIMI, ... - et au niveau national - Réseau des centres de Ressources Politique de la Ville et Centre Ressources Illettrisme -.



Depuis 2008, des actions de mutualisation des activités documentaires ont été lancées au sein du réseau national des centres de ressources Politique de la Ville. 4 chantiers ont été menés de front : le chantier «Thésaurus», le chantier «outils collaboratifs», le chantier «veille thématique et veille territoriale », le chantier bases de ressources documentaires.

COSOTer, une base Ressources mutualisée sur la COHÉSION SOCIALE Territoriale

Le chantier « mutualisation des bases de données documentaires », à l'image du réseau [RECI](#), Ressources pour l'Egalité des Chances et l'Intégration, a donné naissance, pour le Grand Sud à [COSOTer](#), la base de ressources sur la **Cohésion Sociale Territoriale**.

En 2013, cinq centres de ressources politiques de la Ville participent à cette base ressources : Villes au Carré pour les régions Centre et Poitou Charentes, Pays et Quartiers d'Aquitaine pour la région Aquitaine, Ressources & Territoires pour la région Midi-Pyrénées, CRPV PACA pour la région PACA, Villes et Territoires pour la région Languedoc Roussillon.

La finalité de la base ressources mutualisée poursuit deux objectifs distincts mais complémentaires :

- **valoriser les ressources documentaires de chaque centre** : servir la gestion documentaire, assurer le fonctionnement du service – gestion des prêts, des commandes, ...pour chacun des Centres
- **constituer une «base ressources thématiques» enrichissant la connaissance des acteurs**

Si les effets de cette mutualisation s'avèrent positifs globalement – base enrichie pour les acteurs / gain en temps d'indexation et en coût pour les centres de ressources –, il s'agit aujourd'hui d'inscrire le produit COSOTer dans un projet plus vaste de collaboration inter-centres. Ce chantier vise une meilleure coopération tant dans la définition du projet en objectifs partagés, que dans l'action/production (manifestations inter-régionales, échanges d'intervenants, dossiers co-réalisés, ...).

À ce jour, elle comporte quelques 11 740 références de documents, tous supports confondus – ouvrages, rapports, supports pédagogiques, etc. / document papier et/ou document électronique.

Le Club de Veille (veille informationnelle)

Pour gagner en réactivité et en temps de réflexion et d'analyse, 7 centres de ressources du réseau national des Centres Ressources Politique de la Ville (CRPV) sont entrés dans une démarche de veille collaborative. Pour se faire, un espace Diigo a été créé dans lequel seules les actualités pertinentes au regard des acteurs sont signalées.

L'objectif est de :

- rendre lisible l'actualité des champs thématiques relatifs à la Cohésion Sociale
- qualifier l'information traitée pour/avec les acteurs des territoires

Pour les 7 centres de ressources représentés, 20 personnes participent à cette veille.

Cette mutualisation permet :

- une meilleure réactivité pour la diffusion de l'information
- des échanges entre professionnels sur le contenu des actualités publiées
- une réflexion partagée pour produire un panorama de presse électronique commun

Conseil

&

Accompagnement

Accompagnement des dispositifs

Accompagnement des territoires

Accompagnement des dispositifs

La démarche d'accompagnement

La posture de Ressources & Territoires en tant que centre de ressources régional est d'accompagner une démarche / projet, « de faire avec » plutôt que « de faire à la place de ».

Cette approche méthodologique concerne une diversité d'acteurs : chargés de mission, chefs de projets, responsables de dispositifs, coordonnateurs, directeurs de structures, responsables institutionnels,...

La démarche de travail se fait dans une relation individuelle ou collective (équipe projet) et repose sur une approche systémique, une attitude constructive, une posture d'authenticité, de manière à créer une relation de confiance qui facilitera les échanges, la reformulation des idées et la production de notes de synthèse.

Globalement la démarche suit le process suivant :

Analyse de la demande et des besoins

Analyse du contexte et de l'existant

- Acteurs/enjeux
- Partenariats/réseaux
- Place du projet dans le projet de territoire

Analyse de la structure du projet

- Cohérence des objectifs
- Articulation des différents niveaux (politique, stratégique, opérationnel)

Analyse du fonctionnement et du mode d'organisation

- Identification des problèmes, des manques, des causes de dysfonctionnement
- Recherche de solutions
- Reconfiguration des processus clés

Analyse de la démarche de management du projet

- Comment le chef de projet s'y prend pour gérer et conduire le projet ?

Au-delà du conseil méthodologique, nous apportons à travers notre analyse et notre expérience, une aide à la décision « politique » et stratégique pour la mise en place et le développement d'une démarche vers le « mieux vivre ensemble ».

Accompagnement à l'élaboration du plan régional de prévention et de lutte contre l'illettrisme

L'illettrisme a été déclarée grande cause nationale 2013 par le Premier ministre Jean-Marc Ayrault. La lutte contre l'illettrisme constitue un réel enjeu pour l'inclusion sociale et pour la croissance économique.

Aujourd'hui en France, ce sont en effet 2.500.000 personnes, soit 7 % de la population âgée de 18 à 65 ans qui ne maîtrisent pas les compétences de base nécessaires en lecture, écriture et calcul pour être autonomes dans des situations simples de leur vie quotidienne, après avoir été pourtant scolarisées : lire le carnet scolaire de leurs enfants, comprendre une notice de médicament, une consigne de travail, lire un plan, faire un calcul élémentaire..., des actes élémentaires du quotidien qui les mettent en grande difficulté.

Les chiffres de la dernière enquête conduite par l'INSEE en partenariat avec l'ANLCI démontrent que le taux d'illettrisme a baissé en France passant de 9 % des personnes âgées de 18 à 65 ans ayant été scolarisées en France à 7 % en 2011.

Ce travail s'inscrit dans la suite du premier schéma régional, que nous avons fortement accompagné, pour la période 2008-2012. L'évaluation de ce premier plan a mis en exergue des résultats encourageants, mais aussi des axes de progrès à réaliser. Rappelons quelques données (nationales) :

- 50 % des personnes en situation d'illettrisme ont plus de 45 ans
- 15 % des jeunes ont des difficultés de compréhension de l'écrit
- 50 % exercent une activité professionnelle
- Une majorité réside dans les zones rurales fragiles ou dans les quartiers en difficulté

Dans cet engagement nous avons accompagné la Chargée de Mission Régionale de l'ANLCI ainsi que l'ensemble des chefs de file : Direccte, Rectorat, Pôle Emploi pour l'élaboration de ce deuxième schéma régional.

Un comité de pilotage a défini en début d'année une méthode et un calendrier de travail. 4 groupes thématiques ont été constitués : jeunes, demandeurs d'emploi, salariés et entreprises, territoires. Chacun de ces groupes a inscrit son travail dans l'objectif d'élaborer 3 axes communs de réflexion et de production : repérer – accompagner – orienter, sensibiliser et professionnaliser les acteurs, former de l'école à l'entreprise.

Tout au long de l'élaboration de ce plan, nous avons :

- participé au comité de pilotage régional et au groupe de suivi régional
- participé à l'ensemble des réunions organisées par les 4 chefs de file (premier semestre 2013)
- apporté un relais et un appui pour la rédaction des 25 fiches actions
- participé aux assises régionales (2 juillet 2013)
- participé aux rencontres du comité de suivi coordonné par la DIRECCTE

Partenaires concernés : Services de l'Etat, Rectorat, Pôle Emploi, ARML, AGEFIPH, Conseil Régional Midi-Pyrénées, collectivités territoriales, PLIE, OPCA, CNFPT, représentant de branches professionnelles,...

Schéma Régional d'Aménagement et de Développement durable du territoire - SRADDT

Afin de prendre en compte les évolutions survenues en Midi-Pyrénées au cours des dernières années, le Conseil Régional a décidé de lancer la révision de son Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire, « Midi-Pyrénées 2030 ».

Nous avons participé à différentes instances de travail, au titre d'expert.

Fonds Européen de Développement Régional - PO - FEDER

Le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) soutient l'amélioration de la compétitivité des régions européennes. Il finance de façon prioritaire l'innovation, l'économie de la connaissance et le développement durable des territoires

Nous avons participé à différentes instances de travail concernant le Programme Opérationnel (PO) de l'axe VII « Renforcer la cohésion territoriale en faveur des quartiers défavorisés ».

Contrat de Plan Etat Région

Dans le cadre de l'élaboration du futur Contrat de Plan Etat Région 2014 – 2020, nous avons participé à différents groupes de travail sur le volet territorial, et plus particulièrement sur la question des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Compétences Clés

Le dispositif compétences clés mis en place par l'État contribue à la lutte contre l'illettrisme et permet d'actualiser un socle de connaissances et de compétences favorisant l'évolution professionnelle des demandeurs d'emploi.

Un nouveau marché « Compétences Clés » a été organisé par la DIRECCTE Midi-Pyrénées pour 2013.

Il a pour objet l'achat de prestations de formations intitulées « Formations compétences clés », qui visent à lutter contre l'illettrisme et à développer les compétences clés suivantes : compréhension et expression écrites, mathématiques, sciences et technologies, anglais, bureautique et internet, aptitudes à développer ses connaissances et compétences.

Notre intervention vise à appuyer tous les acteurs concernés, organismes de formation et prescripteurs, par le marché public "compétences clés", par plusieurs moyens : sensibilisation, formation, conseil technique et pédagogique, mise à disposition de ressources documentaires...

En lien avec les services en charge du dispositif Compétences Clés de la DIRECCTE nous avons réalisé :

Un appui technique pour la mise en place du nouveau marché public

- Participation avec avis consultatif aux différents temps de sélection des candidatures (ouverture des plis, analyse des candidatures)
- Vérification et mise en conformité au regard des organismes retenus du paramétrage de ROSACE à la demande de la DIRECCTE en lien avec de la DGEFP

Un appui technique pour la réalisation et le suivi de l'action

- Vérification avec le Chargé de Mission de la DIRECCTE de la réalisation du marché (adéquation bons de commande, paramétrage de ROSACE, accompagnement des équipes administratives en charge du dossier)
- Actualisation des données en lien avec les bons de commande émis
- Vérification auprès des prescripteurs de l'accès à Rosace (actualisation des adresses, envoi des mots de passe)

Le suivi de ROSACE (logiciel de prescription en extranet)

- Actualisation des données régionales (ex : nombre de prescriptions possibles) en lien avec les bons de commande émis
- Vérification de la conformité des données et procédure d'alerte (DIRECCTE, DGEFP) en cas de non-conformité

Un appui technique auprès des correspondants Compétences clés dans les huit Unités territoriales

- Participation aux comités de pilotage organisé par les Unités Territoriales
Ariège : mise en place de journées d'information et de sensibilisation en direction des prescripteurs du dispositif
Gers : comité de pilotage (29 août 2013)
Haute-Garonne : comité de pilotage (01 octobre 2013)
- Appui technique sur ROSACE en fonction des besoins auprès des correspondants des UT

Des actions de sensibilisation pour les prescripteurs

- Rencontre avec la Direction Régionale de Pôle emploi pour élaborer une proposition de formation au niveau régional afin de sensibiliser l'ensemble des conseillers à la question de la maîtrise des compétences clés
- Réalisation de journées de sensibilisation sur les situations d'illettrisme et d'information sur les compétences clés en Ariège (le 19 novembre et le 28 novembre 2013)
- Présentation d'un outil de repérage Mission Locale Ariège (5 novembre 2013), Cap Emploi Ariège (12 décembre 2013)

Compétences Clés & secteur économique

- Interventions avec l'OPCA PL (Professions Libérales) pour la mise en place du dispositif « OSER » qui permet de sécuriser le parcours professionnel des salariés les plus fragilisés (4 et 8 octobre 2013)
- Préparation d'une journée régionale de sensibilisation à la lutte contre l'illettrisme dans la fonction hospitalière à la demande de l'IRFSS Midi-Pyrénées, cette journée est prévue en juin 2014

Accompagnement des opérateurs

- Appui conseil auprès de la Mission Locale de Toulouse pour la mise en place de ressources dans le cadre du DATIC (Dispositif d'Accompagnement avec les Technologies de l'Information et de la Communication)
- Appui, conseil auprès de l'AFPA pour la mise en place d'une démarche de repérage des stagiaires en difficulté sur les savoirs de base

Structures accompagnées en 2013

Services de l'État en région

DIRECCTE – Dispositif compétences clés
UT de la DIRECCTE
SGAR Chargée de Mission Régionale Illettrisme

Conseil Régional Midi-Pyrénées

Service apprentissage

Prescripteurs

Pôle Emploi Régional
Pôle Emploi 46 : Cahors Figeac Souillac
Pôle Emploi 31
Pôle Emploi 32 Auch L'isle en Jourdain Condon
Pôle Emploi 65 Tarbes Lourdes Lannemezan
Pôle Emploi 82 Montauban Moissac
Pôle Emploi 81
Mission locale Toulouse (31)
Mission Locale Ariège
Cap emploi 09
Cap Emploi 82

Organismes de formations

GIP-FCIP
CNFPT Midi-Pyrénées/CNFPT Antenne Ariège
YSMOUNE (Centre ressources Languedoc-Roussillon)
RI Paca (Marseille)
CLAP Midi-Pyrénées
CARIF-OREF

ADRAR-Ramonville/AFIDEL-Saint Gaudens/ Alliance et Cultures - Sept Deniers/ASCO Roquebel - Son ciel ouvert
CFA Moulin Rabaud / CFPL - Centre de Formation Professionnelle du Lauragais/ CREPT Formation /LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT - FOL 31/UFCV /AMS /IRFSS-Croix Rouge/Travail Différent/Tremplin/Vidéo 3/4 /Tremplin Asso Aurignac PAROLE EXPRESSION/ Potentiel Sud

REGAR (32)
Myriade Association (12)
Vallées Village Montagne (09)

AFORMAC 82 - Montauban / AVEC 82 - Montauban /
/ CPARLESMO

YMCA Colomiers
AGAPEI - IME VAL FLEURI
CEDETPH 65 - Service d'Accompagnement à la Vie Sociale
ESAT - Foyers Clermont Capelas - AGAPEI
ESAT La Caillaouere
ESAT Les 3 soleils
ESAT Les Ateliers du Comminges

PJJ
Plateforme de professionnalisation IAE
CASNAV
GRETA (12)
GRETA (09)
LRF (31)
GRETA (32)
CFPPA du Lot (46)
GRETA (81)
GRETA (65)

Centre sociaux (intervenant dans l'accompagnement des publics)

ACCEPPT 31/ TO7 - Toulouse Ouverture
Communauté de communes de la SAVE DU
de Vacances et de loisirs
Union Française des Centres de Vacances et de loisirs / Union
départementale des Associations Familiales de l'Ariège UDAF 09/
Atelier TERUFAN
Maison de la famille de Blagnac
Secours populaire-31
Secours Catholique – 81

Accompagnement des territoires

Mise en place d'une démarche qualité du Programme Réussite Educative dans le Tarn

Les Délégués du Préfet ont fait le constat qu'il n'existe pas de stratégie territoriale en matière de réussite éducative et que les cinq PRE du département fonctionnent de manière isolée. Afin respecter aux mieux les orientations nationales et de mettre en place un pilotage stratégique, la préfecture du Tarn a souhaité avoir une connaissance plus précise de ces programmes.

Engagé dès 2012, la démarche qualité du PRE du Tarn a continué en 2013 par l'élaboration d'une méthode d'évaluation des cinq PRE du département.

La démarche d'accompagnement engagée par R&T sur cette première période s'est poursuivie suite aux bons résultats obtenus, notamment sur les plus-values. Elle concerne le collectif réunissant tous les coordonnateurs PRE (5), les chefs de projets CUCS du Tarn(4), et associant parfois la DDCSP.

Finalité

Accroître la lisibilité du dispositif PRE du département pour tous les partenaires institutionnels impliqués en mettant en place à terme une instance départementale de coordination des PRE.

Objectif

Partager la compréhension du dispositif en mettant en place une démarche d'évaluation en continue au niveau départemental en construisant un référentiel de bonnes pratiques.

Les différentes réunions de travail ont permis de délimiter le champ de l'évaluation, la question évaluative, la méthode de travail adaptée. L'organisation de la mise en œuvre continuera sur 2014.

Production

Référentiel des bonnes pratiques, référentiel d'évaluation des PRE du Tarn.

Évaluation qualitative

- Une démarche de niveau départementale structurée pour la politique de la ville
- Une dynamique de travail renouvelée associant l'Etat, les collectivités (élus et gestionnaires), les chefs de projets CUCS et coordonnateurs
- La transférabilité de la méthode de travail pour les autres dispositifs de la PV dont ils ont la charge
- Une démarche positive pour tous les acteurs de la PV

Grand Auch Agglomération – préfiguration du futur contrat de ville

Grand Auch Agglomération fait partie des 12 intercommunalités retenues (au niveau national) pour préfigurer les futurs contrats de ville pour la période 2014-2020. Concrètement, il s'agit de préparer l'administration territoriale de l'Etat, ainsi que l'ensemble des partenaires locaux à la signature des contrats.

Nous nous sommes engagés dans cet accompagnement à différents niveaux, à la fois stratégiques et opérationnels :

- Mise en place d'une Gestion Urbaine de Proximité (GUP)
- Participation aux instances de gouvernance (Grand Auch et Préfecture du Gers)
- Appui méthodologique pour la mise en place d'un projet de territoire auquel s'adossera le prochain contrat de ville
- Appui technique du bureau d'études chargé de la rédaction du diagnostic et du projet de territoire (document de préfiguration du contrat de ville)
- Appui technique et méthodologique et aide à la décision pour la mise en place des « Conseils Citoyens » dans le cadre de la participation des habitants
- Appui technique pour la mise en place d'un groupe de travail sur la lutte contre la diversité et pour l'égalité Femmes / Hommes qui donneront lieu, à terme, à 2 plans d'action

SICOVAL - élaboration du projet de Territoire

Suite au colloque « *le maintien du lien social, défi de l'intercommunalité* » du 19 octobre 2012, le Sicoval a poursuivi la réflexion dans le but de renouveler son projet de cohésion sociale et territorial.

Nous avons accompagné l'équipe de la Direction des Solidarités et de l'Animation Territoriale (DSAT) dans sa démarche, plus particulièrement au niveau méthodologique.

Une première étape a consisté à structurer (classification des idées et détermination des objectifs) les éléments exprimés par les groupes de travail thématiques - les GAP (Groupe d'Analyse Partagée) mis en place après le colloque pour développer la réflexion initiée à ce moment-là.

La deuxième étape a porté sur le développement du projet en tant que tel.

Celui-ci a été présenté le 4 novembre 2013 au Conseil Communautaire où il a été validé.

Ville de Saint-Juéry - Formation Théâtre Forum des comités de quartiers

La commune de Saint-Juéry a lancé depuis quelques années une initiative citoyenne de participation des habitants à la vie de la commune, par le biais de la mise en place de comités de quartiers. Ceux-ci participent à des initiatives festives de la ville. Certains habitants ont exprimé des demandes de formation sur ce sujet.

En réponse à cette attente nous avons proposé et organisé une démarche d'auto-formation conduite par un spécialiste du théâtre forum. Le choix de cette modalité a été retenu afin de garder le principe de la vie participative.

Trois séances de travail animé par **Bruno BOURGAREL**, Comédien-intervenant depuis plus de vingt ans dans le réseau Arc-en-Ciel Théâtre auprès de public varié, ont été prévues :

1/ Une première séance (7 septembre) intitulée : « Une démocratie participative peut-elle exister ? »
37 personnes, essentiellement des élus et responsables associatifs, au premier rang desquels des membres des associations de quartiers, réparties en 9 tables de 3 ou 4, ont travaillé sur le sujet.

2/ Une deuxième séance (19 décembre) a réuni une vingtaine de participants pour continuer la réflexion issue de la première journée. La démarche du théâtre forum a permis de faire « jouer » les habitants à « comprendre la vie de cité ».

3/ Deux autres séances sont prévues en 2014.

Ville de Castanet-Tolosan - réforme des rythmes scolaires

La ville de Castanet-Tolosan a pris la décision de mettre en œuvre la réforme des rythmes scolaires dès septembre 2014, suite à un référendum auprès des parents d'élèves.

Nous avons accompagné le Pôle Enfance Jeunesse de la Ville mandaté pour mettre en œuvre la réforme, et plus particulièrement la Chargé d'Étude, recrutée spécialement pour cette mission.

Dans cet engagement, la ville souhaitait :

- Avoir une connaissance la plus fine possible du tissu local et des attentes des parents pour que la mise en place de cette réforme sur le territoire communal soit efficace et organisée
- Articuler les préconisations des enseignants, les attentes des familles et les capacités communales

Pour cela, elle a choisi de faire une large enquête auprès des parents d'élève, de mettre en place des séances de concertation avec les associations, les enseignants et des réunions publiques avec les parents.

L'accompagnement a porté sur :

- Le recueil des ressources (l'existant) et le potentiel (le développement) du tissu associatif dans le champ du périscolaire
- La réalisation de l'enquête auprès des parents d'élèves (connaître les pratiques actuelles et les prévisions des familles au regard des activités en temps périscolaire)
- L'analyse des données et la formalisation d'un document final
- Le repérage des préconisations des équipes enseignantes au regard des activités en temps périscolaire

La ville, très satisfaite du travail réalisé, poursuit l'organisation de la mise en place de la réforme.

Communauté d'Agglomération du Muretain – Projet politique de la ville et cohésion sociale

La Communauté d'Agglomération du Muretain (CAM) a engagé une réflexion sur sa politique de cohésion sociale ainsi que sur sa compétence « Politique de la Ville ».

Celle-ci s'est structurée autour de la mise en place du CISPD en 2007 et du programme d'actions qui en découle. Différentes thématiques se sont ajoutées au fil du temps, comme la parentalité, les politiques éducatives, les gens du voyage...

La CAM a souhaité redéfinir les orientations et les axes d'intervention afin de redonner de la lisibilité à l'ensemble des acteurs concernés.

Nous avons accompagné cette démarche de réflexion en apportant un appui particulier à la Chargée de Mission responsable du service politique de la ville et cohésion sociale.

Dans ce cadre, nous avons rencontré chaque Maire de l'ensemble des communes de l'agglomération et leur équipe afin d'identifier leurs attentes, leurs réflexions, leurs analyses ou encore leurs questionnements.

La finalité de ce travail étant de :

- Repositionner la compétence « Politique de la ville » au sein de la CAM ainsi que son organisation en appréhendant la « cohésion sociale » à l'échelle d'un projet de territoire
- Avoir une discussion collégiale entre élus communautaires sur la définition et l'orientation de cette compétence et, *in fine* la valeur ajoutée de la CAM au regard de la disparité des communes qui la constituent

Ces rencontres ont donné lieu à la rédaction d'une note de synthèse transmise par la suite aux élus.

Le travail engagé est à poursuivre en 2014

Communauté de Communes de Decazeville-Aubin – Développement réseau parentalité

La communauté de communes de Decazeville-Aubin s'est engagée, dès 2011, dans la création d'un « comité de réflexion parentalité » mobilisant les professionnels engagés dans ce champ.

Cette première expérimentation a évolué sur un projet de développement de réseau. Ce projet bâti sur un certain nombre de constats a fait émerger une question centrale « comment les professionnels peuvent-ils mieux agir en cohérence auprès des familles ».

Nous sommes intervenus en appui de l'équipe projet afin de structurer et formaliser ce réseau d'acteurs. L'objectif étant de « créer et animer un réseau partenarial qui permette la réflexion et le partage d'information entre les acteurs et le développement cohérent d'actions en direction des familles ».

De manière plus concrète il s'agit de :

- Développer les coopérations entre les acteurs
- Développer les capacités d'intervention des acteurs auprès des familles
- Construire une vision commune de la parentalité

Communauté d'Agglomération du Grand Rodez – charte de confidentialité et d'échange d'informations

Le service Habitat / Politique de la Ville de la Communauté d'agglomération du Grand Rodez (environ 60 000 habitants pour 8 communes) est notamment en charge de la mise en œuvre de la « Gestion urbaine de proximité » et de l'animation du Conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance (CISPD), qui a dédié un de ses axes d'intervention aux problématiques relatives à la tranquillité publique.

Dans ce cadre, il a été institué deux cellules de veille « proximité » réunissant régulièrement à Rodez et à Onet plusieurs acteurs du territoire : Police nationale, polices municipales, bailleurs sociaux, CCAS, représentants des communes... Sont ainsi « remontées » et exposées de nombreuses informations, directement par les partenaires.

Pour illustration, les bailleurs sociaux sont régulièrement confrontés à des situations problématiques diverses (conflits de voisinage, nuisances, racisme, isolement, monoparentalité difficile, etc.) qu'ils peuvent être amenés à présenter auprès des membres de la cellule de veille. La police rend également fréquemment compte de problèmes, liés au vivre ensemble, ou à des actes de type règlement de compte (incendie de véhicule par exemple).

Le Grand Rodez a souhaité élargir ces cellules de veille à de nouveaux membres, tels que le Conseil Général (UTAMS) et l'Union départementale des associations familiales (UDAF).

Parallèlement à cette volonté d'élargissement, le service Habitat / Politique de la Ville il s'est avéré nécessaire de mieux formaliser les modalités d'échange d'informations entre les différents partenaires. Tant au niveau de la cellule de veille existante, qu'au niveau de l'ensemble des membres de son instance partenariale en matière de prévention, le CISPD. L'élaboration d'une Charte de confidentialité a ainsi été envisagée dans le cadre de la stratégie territoriale du Grand Rodez.

Nous avons apporté un appui technique et méthodologique auprès du service Habitat / Politique de la Ville de la Communauté d'agglomération du Grand Rodez pour accompagner cette démarche de formalisation et d'élaboration d'une Charte d'échange d'informations / de confidentialité.

Le projet s'est organisé autour de plusieurs phases dans une démarche de formation-action :

- Une phase de pré-contact (questionnaire envoyé aux participants des cellules)
- Une phase de rencontre visant à renforcer l'interconnaissance des partenaires du Grand Rodez
- Une phase d'apport de connaissances théoriques (intervenant expert)
- Une phase d'élaboration d'une *Charte de confidentialité / d'échange d'informations* partenariale et collectivement partagée (plusieurs temps de travail)

Ville de Gaillac – « la prévention est l'affaire de tous »

« La prévention est l'affaire de tous ». Intervention en format conférence auprès des membres du Conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD) dans le cadre de l'assemblée plénière. Une cinquantaine de personnes étaient présentes.

A partir de la célèbre citation de Gilbert Bonnemaïson (1982), « La prévention est l'affaire de tous », quatre points majeurs ont été abordés :

- Ce postulat avancé par Gilbert Bonnemaïson en 1982 est-il toujours d'actualité ?
- Que recouvre aujourd'hui la notion de « prévention de la délinquance » ?
- Comment dépasser les représentations pour favoriser l'émergence de logiques de coopérations partenariales et de cadres d'échanges interprofessionnels et interinstitutionnels ?
- Devenue progressivement une politique publique à part entière, comment la prévention de la délinquance peut-elle aujourd'hui être déclinée à l'échelon local ?

Participation à des jurys

De par notre expertise, nous sommes régulièrement sollicités pour participer à des jurys. Cela permet à la fois de suivre l'actualité et de consolider les liens partenariaux.

Fondation SNCF

Dans le cadre de son action pour la prévention de l'illettrisme, la Fondation SNCF a lancé en 2012 son quatrième appel à projets « Entre les lignes », en partenariat avec l'Agence Nationale de Lutte Contre l'Illettrisme. Celui-ci vise à soutenir les jeunes en difficulté à deux périodes charnières : la petite-enfance et l'adolescence.

Nous avons participé pour la troisième année consécutive à ce jury régional, composé d'experts de la prévention de l'illettrisme, pour l'évaluation des projets déposés, au nombre de 21 cette année.

GIP FCIP

Participation au jury de de la formation « Formateur Responsable Pédagogique » (FRP)

Pour l'unité 2 : coordination de dispositif ou d'action de formation

Pour l'unité 5 : Formation Ouverte à Distance (FOAD)

CLAP Midi-Pyrénées

Participation au comité de sélection des textes pour la publication du « Pied à l'encrier » junior et adulte.

Etudes & Recherches

Plaisance-du-Touch - Diagnostic Local de Sécurité

La Ville de Plaisance-du-Touch a sollicité Ressources & Territoires pour la réalisation d'un diagnostic partagé sur les problématiques de sécurité et de vivre ensemble dans le cadre de l'animation de son Conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD). L'objectif général poursuivi est le recueil d'éléments de diagnostic partagé auprès des acteurs du territoire dans l'optique de structurer et opérationnaliser cette instance partenariale en l'adaptant aux problématiques locales repérées et aux besoins des professionnels concernés.

L'accompagnement vise la conduite d'un processus de réflexion sur la gouvernance de la prévention au sein de la collectivité, afin de favoriser une approche transversale et partagée (avec les partenaires). Il s'agit de dresser un état des lieux qui sera support à une réflexion collective, sur le projet local de prévention de la délinquance. La démarche favorise une approche globale des processus garantissant la paix publique, le vivre ensemble, la cohésion sociale, la citoyenneté et la sécurité, tout en veillant à une meilleure articulation du champ de la prévention avec d'autres politiques publiques, notamment en matière sociale, éducative, urbaine et environnementale.

Engagée en 2012 cette étude a été finalisée et restituée en mars 2013 à la ville, ainsi qu'en octobre dans le cadre d'une plénière du CLSPD.

Enquête de victimation « jeux de maux, jeux d'ados »

L'enquête « jeux de maux, jeux d'ados » est le fruit d'une étroite collaboration entre les Délégués à la Cohésion Police-Population (DCPP) de l'agglomération toulousaine, les services de l'éducation nationale de la Haute-Garonne (notamment les personnels des collèges et le DAA-SEN) et Ressources & Territoires.

Elle visait d'une part à mieux connaître le mode de vie des collégiens et d'autre part, à développer un partenariat durable entre la police et l'éducation nationale.

L'initiative de ce projet revient aux Délégués à la Cohésion Police-Population qui nous ont contactés pour bénéficier d'un soutien méthodologique.

9 collèges sont ciblés pour faire l'objet de l'enquête. Des questionnaires seront diffusés dans 2 classes de 5^{ième} par établissement.

L'enquête repose sur 2 thèmes évoquant le cadre de vie, la victimation et la perception de la police.

Le premier vise à mesurer le sentiment d'insécurité et comporte également des agrégats sur le temps passé devant les écrans.

Le deuxième reprend la typologie des enquêtes de victimations classiques, qui ont pour objectif de mesurer le nombre d'incidents déclarés par les victimes grâce à la technique du sondage.

Cette étude a été restituée le 29 mai auprès des responsables de l'EN et de la Police Nationale ainsi que des représentants de la préfecture de la Haute Garonne. Elle a été relayée très rapidement par les médias (France 3, M6, la Dépêche du Midi).

Elle aura permis :

- Un rapprochement fort entre l'EN et les services de Police, notamment via les DCPP
- De rendre compte de certaines fragilités dans les collèges concernés

- La mise en place d'un module sur la cybercriminalité porté par les DCPD et les services actifs de la police nationale.

Plan départemental de prévention de la délinquance de la Haute Garonne

Nous avons réalisé l'intégralité de ce plan départemental pour la Préfecture de la Haute Garonne sur le dernier trimestre. Ce document constitue la feuille de route pour les 4 ans à venir de l'ensemble des acteurs de la Haute Garonne. Il a été élaboré en concertation avec les partenaires concernés consultés par le biais de groupes de travail thématiques.

Organisé en 2 parties :

- L'état des lieux de la délinquance entre 2008 et 2012
- L'exposé des priorités départementales définies au regard des orientations nationales et de spécificité locales

Il est complété par une partie annexe composée d'un recueil des initiatives locales.

Les préconisations ainsi que les fiches d'expériences permettront de construire des plans locaux de prévention.

Observation des Territoires

Tableaux de bords et cartographies de la
délinquance

Cartographie des sites d'apprentissage de la
langue

Tableaux de bords et cartographies de la délinquance

Contexte

Depuis le transfert de compétences de la **Mission d'Observation de la Délinquance** de l'Agglomération Toulousaine (MODAT) à Ressources & Territoires en décembre 2007, le GIP poursuit la gestion de cet Observatoire de la délinquance. Dans ce cadre, sont ainsi régulièrement produits des outils d'observation et d'analyse (tableaux de bord, matrices, cartographies, bilans) des phénomènes de délinquance et d'insécurité.

Objectifs

- Élaborer et diffuser des outils favorisant l'observation et l'analyse des phénomènes de délinquance et d'insécurité.
- Assurer une meilleure information des maires, élus et techniciens en charge de mettre en œuvre et d'animer les politiques locales de sécurité et de prévention de la délinquance au sein des territoires (EPCI, communes).
- Favoriser la diffusion des statistiques produites par les forces de sécurité (Police nationale, Gendarmerie nationale), ainsi que les transporteurs publics (Tisséo, à Toulouse) et améliorer leur lisibilité et leur suivi.
- Autoriser une lecture objective de l'évolution des problématiques de délinquance dans l'optique de pouvoir dégager des tendances significatives et mesurer l'impact des dispositifs déployés au sein des territoires (département, EPCI, communes).

Éléments de méthode

R&T produit mensuellement et annuellement des tableaux de bord et des outils cartographiques, à partir des données produites par les unités de gendarmerie et les services de police, principalement par le Groupement de Gendarmerie de Haute-Garonne et la Direction départementale de sécurité publique de Haute-Garonne.

Ces tableaux de bord reposent sur un exposé sélectif des données fournies par l'*État 4001*, instrument statistique commun aux services de police et de gendarmerie. Créée en 1972, cette nomenclature administrative rend compte de la criminalité apparente, dans le sens où elle est établie à partir des faits dénoncés par les victimes (dépôt de plainte) et des constatations réalisées d'initiative par les services de police et unités de gendarmerie. Y sont ainsi enregistrés tous les faits constatés par procès-verbal, transmis au Parquet. Seuls les changements de législation ou de réglementation, l'évolution des systèmes d'information ou des modes de recueil peuvent donc venir entacher la continuité méthodologique de cet instrument de mesure.

Éléments de réalisation

R&T élabore et diffuse différents outils d'observation et d'analyse auprès de nombreux partenaires : forces de sécurité, préfecture, collectivités (élus, techniciens), services de l'État, transporteurs, etc.

Réalisation de tableaux de bord mensuels pour l'EPCI Toulouse Métropole et pour chacune des 37 communes membres, soit 38 tableaux de bord.

24 indicateurs sont retenus pour chaque tableau de bord :

- › Nombre de faits constatés
- › Taux de criminalité
- › Coups et blessures volontaires criminels et correctionnels n'ayant pas entraîné la mort (7)
- › Menaces ou chantages (11, 12)
- › Vols à main armée avec arme à feu (15, 16, 17, 18, 19)
- › Vols avec violence sans arme (23, 24, 25, 26)
- › Cambriolages de résidences principales et secondaires (27, 28)
- › Cambriolages de locaux industriels, commerciaux ou financiers (29)
- › Cambriolages autres lieux (30)
- › Vols avec entrée par ruse en tous lieux (31)
- › Vols à la tire (32)
- › Vols à l'étalage (33)
- › Vols d'automobiles (35)
- › Vols de 2 roues (36)
- › Vols à la roulotte et d'accessoires (37, 38)
- › Vols simples (41, 42, 43)
- › Infractions à la législation sur les stupéfiants constatées par les services (55, 56, 57, 58)
- › Incendies volontaires de biens publics et privés (62, 63)
- › Destructures et dégradations de biens publics et privés (66, 67)
- › Destructures et dégradations de véhicules privés (68)
- › Atteintes à l'autorité (72, 73)
- › Sécurité routière : nombre d'accidents
- › Sécurité routière : nombre de tués
- › Sécurité routière : nombre de blessés

Chaque indicateur est décliné à partir de la grille suivante : nombre de faits constatés, nombre de faits constatés mois n-1, variation mensuelle, cumul. En 2013, auront été ainsi produits 456 tableaux de bord mensuels (38 x 12).

Réalisation d'un tableau de bord annuel pour la collectivité Toulouse Métropole et pour chacune des 37 communes membres, soit 38 tableaux de bord annuels.

Rédaction d'un rapport pluriannuel sur la délinquance constatée sur le territoire de Toulouse Métropole en 2011-2012 (traitement des données sur l'ensemble du territoire, typologie avec matrices de classement des communes, cartographie communale et intercommunale du volume de faits pour une série d'indicateurs avec leur évolution 2011-2012).

Au total, 494 tableaux de bord ont été réalisés en 2013. Ils seront ensuite synthétisés au sein d'un rapport annuel, lui-même diffusé auprès de la Communauté urbaine de Toulouse Métropole autour de mars 2014.

Réalisation de tableaux de bord mensuels pour la Ville, soit 12 tableaux de bord en 2013.

Rédaction d'un bilan annuel intégrant les données spécifiques à chaque quartier et une analyse pluriannuelle (diffusé en avril 2013 avec les données 2012).

Production de cartographies (nombre de faits et variation) permettant d'évaluer l'évolution de la délinquance sur les 60 quartiers toulousains à partir de 7 indicateurs principaux :

- › Nombre de faits constatés
- › Coups et blessures volontaires
- › Vols avec violence sans arme
- › Vols simples
- › Vols d'automobiles
- › Vols à la roulotte et d'accessoires
- › Cambriolages de résidences principales et secondaires

Élaboration de matrices de classement mensuel des quartiers permettant de visualiser les 5 quartiers qui présentent le nombre de faits le plus important, les 5 quartiers qui enregistrent la plus forte variation en volume, les 5 quartiers qui présentent le nombre de faits le moins important et, enfin, les 5 quartiers qui enregistrent la plus forte baisse en volume.

Au total, 12 tableaux de bord, une synthèse, des cartes et des matrices de classement ont été réalisés en 2013 pour la Ville de Toulouse.

Préfecture de Haute-Garonne et la Ville de Toulouse : focale sur les quartiers en contrat urbain de cohésion sociale (CUCS)

Réalisation de tableaux de bord mensuels pour chacun des 8 quartiers en CUCS (Bagatelle, Bellefontaine, Empalot, Faourette, Izards, Mirail-Université, Reynerie et Papus), soit 96 tableaux de bord en 2013. Sont intégrées dans ces tableaux de bord les données « violences urbaines » produites par la Police nationale et les données produites par Tisséo (transports).

Réalisation d'un tableau de bord annuel pour chacun des 8 quartiers en CUCS, soit 8 tableaux de bord.

Au total, 104 tableaux de bord ont été réalisés en 2013 pour les quartiers en CUCS.

Communauté d'agglomération du SICOVAL

Réalisation de tableaux de bord mensuels pour les 6 communes en CLS périurbain (Auzeville, Castanet-Tolosan, Lacroix-Falgarde, Escalquens, Labège, Ramonville Saint-Agne), soit 72 tableaux de bord communaux.

Production d'un tableau de bord annuel pour les 36 communes du SICOVAL, soit 36 tableaux de bord.

Élaboration d'un rapport pluriannuel de la délinquance constatée sur le territoire du SICOVAL entre 2007 et 2012 (traitement des données sur l'ensemble du territoire, typologie avec matrices de classement des communes du SICOVAL, cartographie communale et intercommunale du volume de faits pour une série d'indicateurs avec leur évolution 2007-2012).

Au total, 108 tableaux de bord ont été réalisés en 2013. Ils seront synthétisés au sein d'un rapport annuel (diffusé en mars 2014) pour la Communauté d'agglomération du SICOVAL.

Préfecture de la Haute-Garonne [Cabinet et Pôle Sécurité Intérieure]

Production de tableaux de bord mensuels pour chacune des 15 villes de plus de 10 000 habitants de la Haute-Garonne (Balma, Blagnac, Castanet-Tolosan, Colomiers, Cugnaux, Fonsorbes, Muret, Plaisance-du-Touch, Ramonville-Saint-Agne, Saint-Gaudens, Saint-Jean, Saint-Orens, Toulouse, Tournefeuille, L'Union), soit 180 tableaux de bord.

Production d'un tableau de bord annuel pour chacune des 15 villes de Haute-Garonne de plus de 10 000 habitants, soit 15 tableaux de bord.

Au total, 195 tableaux de bord ont été réalisés en 2013 pour la Préfecture de la Haute-Garonne.

Éléments d'évaluation

L'Observatoire de la délinquance donne une visibilité à des données, habituellement peu accessibles aux collectivités, tant en termes de transmission de la part des forces de sécurité, que de lecture rendue complexe par la technicité des données et le volume des index utilisés (plus d'une centaine). Cette activité participe ainsi à la mise en œuvre d'une meilleure observation des territoires, aussi bien de la part des acteurs étatiques que de la part des élus et techniciens des collectivités territoriales, destinataires de ces outils d'analyse.

Sur l'ensemble des partenariats existants en termes d'observation de la délinquance, en 2013, R&T a réalisé et diffusé près de 900 tableaux de bord, ainsi que des notes d'analyse agrémentées d'outils cartographiques et de matrices sérielles.

Pour ne pas venir mettre un terme à une continuité statistique existante depuis sa création, l'Observatoire n'a que peu fait évoluer ses tableaux de bord et leurs modalités d'élaboration et de diffusion. Cependant, face à plusieurs évolutions impactant l'outil principal de mesure propre aux forces de sécurité (réforme de l'État 4001 annoncée par le Ministère de l'Intérieur), l'Observatoire devra suivre les changements opérés à l'échelon national et probablement faire évoluer ses productions, tout en veillant à proposer des outils d'observation restant en adéquation avec les attentes et les besoins des acteurs locaux.

Tout au long de l'année 2013, l'Observatoire de la délinquance est régulièrement sollicité dans la transmission ou la production d'éléments complémentaires d'observation et d'analyse.

À titre d'illustration, plusieurs professionnels et acteurs du territoire ont bénéficié en 2013 de ces appuis ponctuels :

- Responsable de la Mission CLSPD/CISPD - Directeur de l'Office de la Tranquillité, Communauté urbaine Toulouse Métropole / Ville de Toulouse
- Conseillère Prévention-Sécurité et Politique de la Ville du Cabinet du Maire de Toulouse
- Pôle Sécurité Intérieure, Préfecture de Haute-Garonne
- Directeur Général des Services, Ville de Balma
- Coordonnateur du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) de la Ville de Tournefeuille
- Coordonnatrice du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) de la Ville de Pibrac

En complément de ces outils d'observation transmis aux élus et techniciens de la Haute-Garonne, l'équipe est également venue en appui à certains de ces partenaires, de manière ponctuelle (demandes spécifiques) ou de manière plus pérenne (action de diagnostic local de sécurité, accompagnement à l'installation d'un Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance, co-animation, ingénierie et méthodologie, etc...).

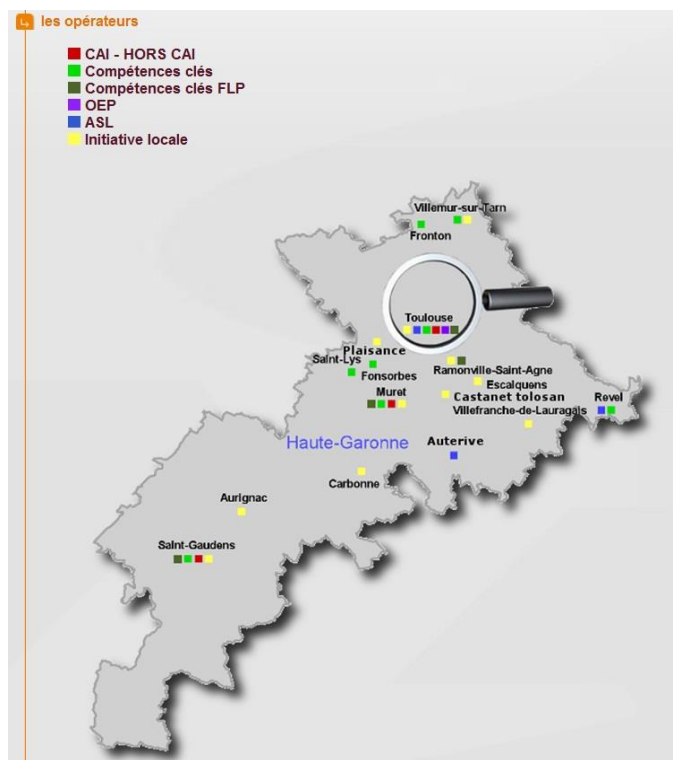
Cartographie des sites d'apprentissage de la langue

La question de l'apprentissage de la langue comme vecteurs d'insertion professionnelle et d'intégration des populations immigrées est un lieu de croisement des politiques publiques. L'ensemble des acteurs concernés a souhaité répertorier et cartographier l'offre d'apprentissage linguistique régionale afin de faciliter l'orientation des publics vers les lieux de formation.

Suite à cette demande, nous avons réalisé une cartographie « dynamique » des sites de formation sur Midi-Pyrénées. Cette cartographie comprend une classification des opérateurs par département ainsi qu'une classification par dispositifs :

- CAI et Hors CAI – OFII // profil Alpha- FLE
- ASL – ACSE+ autres financeurs (CAF, collectivités territoriales) // profil Alpha- FLE
- Compétences Clés – DIRECCTE
- Ouvrir l'école aux parents – EN+ DAIC – parents migrants
- Les principaux OPCA
- Les initiatives locales

Cet espace dédié sur le site internet de R&T www.ressources-territoires.com comprend également une notice « des repères pour orienter » ainsi qu'une présentation des différents dispositifs. Nous assurons également le suivi, la veille et l'actualisation des données.



Équipe de R&T

Jean François BAULES

Directeur Ordonnateur

Pascal FAURE

Directeur Adjoint

Nathalie CHEVIGNY

Chargée de Formation

Jenny COLLIN

Chargée d'Information et de Documentation

Françoise DELRIEU

Chargée de Mission Territoriale

Cécile LAFONTAN

Chargée de Mission Territoriale

Marie SAUVAGE

Assistante Administrative et d'Accueil

Pierre PERNEL

Technicien SIG

Nicole ROUJA

Chargée de Mission Territoriale

Karine SOUM

Agent Comptable

Evelyne THEODORE

Comptable

Accueil de stagiaires

Jean Sébastien DRYLL (15 jours), Agent de développement Local

Evaluation en Milieu de Travail

Sujet abordé : faire une recherche sur les financements de la DSU (Dotation Sociale Urbaine) en Midi-Pyrénées.

Johann GUILLONNET (mars-juin), étudiant en Master 2 de Droit – Mention Science Politique – Spécialité « Politique et Sécurité »

Sujet de mémoire : L'enquête Jeux de maux, jeux d'ados : entre déconstruction et rapprochement Police-Education nationale.

Cécile Arnaud (avril – mai), étudiante en DUT GIDO : Gestion de l'information et du document dans les organisations.

Ce stage a consisté à collaborer à la mise en œuvre d'un dossier dynamique : les Fonds au Service de la Cohésion Sociale.

Maryne GRAUPERA (8 avril – 31 mai), étudiante en DUT GIDO : Gestion de l'information et du document dans les organisations.

Ce stage a consisté à créer un tutoriel pour une utilisation optimale du site de l'INSEE.

LES ADHERENTS

L'État, représenté par ses différents services

- DRJSCS
- DIRECCTE
- DREAL
- PJJ
- ...

Collectivités Territoriales

- Ville de Gaillac
- Ville de Figeac
- Ville de Fonsorbes
- Ville de Plaisance du Touch
- Ville de St Juéry
- Ville de St Orens de Gameville
- Ville de Castanet Tolosan
- Ville de Graulhet

Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI)

- Toulouse Métropole (Communauté Urbaine de)
- Sicoval
- Communauté d'Agglomération du Muretain (CAM)
- Communauté d'Agglomération de l'Albigeois (C2A)
- Grand Rodez
- Agglomération Castres-Mazamet
- Grand Auch Agglomération
- Communauté de Communes de Decazeville-Aubin

Établissements Publics

- Université Toulouse II le Mirail (UTM)
- Institut d'Études Politiques (IEP) de Toulouse
- CNFPT Midi-Pyrénées

Associations

- Secours Populaire de Colomiers
- MJC de St Gaudens
- La Trame
- AVIE (Agir Vers l'Insertion et l'Emploi)
- LRF (Lieu Ressources Formation)
- Solidarité Villes
- AGIR abcd
- Travail Différent
- AFEV (Association de la Fondation Étudiante pour la Ville)
- TO7
- Alliances & Cultures
- Réseau Ados 81
- CSF (Confédération Syndicale des Familles)
- CIDFF 31 (Centre d'Information sur le Droit des Femmes et des Familles)
- AJC (Animation Jeunesse du Carmausin)
- Mission Locale de Toulouse
- IRFSS, Croix Rouge Française.
- CPARLESMO
- CLAP Midi Pyrénées
- SON CIEL OUVERT
- AFPA (niveau régional)
- PotentielSud
- AFORMAC Montauban

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Voix délibératives

- **Marc CHAPPUIS**, Président du GIP
Suppléant : Renaud FOURNALES
- **Christophe LUBAC**, Vice-président du GIP
Communauté d'agglomération du SICOVAL
Suppléant : **Philippe BARON**
Représenté par **M. Mange**
Communauté d'agglomération du grand Auch
- **Gérard CHAUBET**
Suppléant : (nommé au 01-01-2014)

CNFPT délégation régionale

- Madame la directrice de la DIRECCTE
Catherine d'HERVE
- **Daniel LACROIX**
Suppléant : Fabrice ESCAFFRE
Université Toulouse le Mirail
- **Olivier PHILIPPE**
Institut d'Études Politiques
- Monsieur le Directeur de la DRJSCS
Frédéric RAMÉ
Représenté par Mme **Dominique VERVIN**
- **Marie-Françoise BONELLO**
Mairie de Gaillac
Suppléant : **Danièle DESERT**
Mairie de Graulhet
- **Christiane SERCOMANENS**
Mairie de Figeac
Suppléant : **Guy DRILLIN**
Communauté d'agglomération du Grand Rodez
- **Cécile BOGDANIK**
Association : Animation Jeunesse du Carmausin
- **Anne MARTY**
Association : CIDFF 31
- **Thierry COSTES**
Association : Mission locale de Toulouse

Voix consultatives

- **Karine SOUM**, Agent comptable
- **Marc ALARCON**, pour le TPG
- **Florence VILMUS**, pour le Commissaire du Gouvernement